

La Référence Plus

QUOTIDIEN
d'informations générales
30^{ème} année N°8742

Edition Nationale
Lundi 18 Juillet 2022

Prix : 2500 FC à Kinshasa - 2500 FC en Provinces - Editeur-Directeur Général : Ipakala Abeiye Mobiko - Directeur de la Publication : Félix Kabwizi Baluku

"Dès lors qu'un individu prend conscience que les lois qui régissent sa société sont injustes et arbitraires, il a le devoir de se révolter et de les combattre". (Mahatma GANDHI)

Edito Vision du chef de l'Etat !

Au cours de l'émission " Le Débat " du vendredi 10 juin sur Top Congo FM, un auditeur avait posé la question de savoir : pourquoi nos ministres réduisent ou justifient toutes leurs actions à la " Vision " du chef de l'Etat. Le mot vision du chef de l'Etat est devenu un terme générique. Et de conclure : " le président de la République est-il un prophète ? "

C'est avec raison ce questionnement de ce compatriote. En effet, après l'investiture de l'actuel gouvernement, son porte-parole et ministre de la Communication et médias avait clairement soutenu, la main sur le cœur, que l'heure de changer le narratif a sonné. De bonne foi, le Congolais lambda l'avait cru. Car, c'est un gouvernement qui s'était autoproclamé des Warriors. Avant même qu'on ne voit ses membres à l'œuvre. Malheureusement, les politiciens congolais ne sont pas encore prêts à sortir des sentiers battus. Surtout dans leur langage. Seul le chef de l'Etat est visionnaire, mieux il est le Guide clairvoyant et éclairé. Ce constat est d'autant plus vrai que chaque fois qu'un ministre prononce un discours ou la parole lui est accordée, sur 15 minutes, 300 bonnes secondes sont consacrées à rappeler " la vision du chef de l'Etat ". Est-ce une façon pour eux de prévenir que si les choses ne marchent pas, c'est la faute au visionnaire ? C'est parce que l'orientation du président de la République n'a pas été bonne ? NON. Il est connu que le gouvernement est investi sur base d'un programme gouvernemental bien ficelé par chaque ministère sectoriel après avoir reçu les orientations du chef de l'Etat. Coordonné bien entendu par le Premier ministre qui supervise sa rédaction, mais chaque ministre a sa partition à jouer dans ce programme. Evoquer à chaque occasion la vision du président de la République est, ni plus ni moins, une manière de cacher son insuffisance à appliquer l'action gouvernementale qui relève de son secteur.

Avec l'avènement de Félix Tshisekedi au pouvoir et surtout après le divorce entre lui (CACH) et le FCC, le Congolais croyait que le narratif changerait. Et bien, force est de constater que nos politiciens ne sont pas prêts à se séparer des oripeaux mobutistes.

Si Mobutu était devenu un potentat, c'est en partie à cause de la faire passer pour le seul et l'unique visionnaire.

Alors, peut-on dire que si certains hauts magistrats aujourd'hui s'enfoncent dans la dérive, c'est aussi à cause de la vision du chef de l'Etat ?

Il est plus que temps que nos ministres et autres hauts fonctionnaires s'emploient à construire un Etat (Etat congolais) tel que voulu par Montesquieu et non à " caresser dans le sens du poil " le président de la République au point de la faire passer pour le centre de la terre.

En son temps, constatant ce " djaleloïsme " à outrance, Mobutu n'avait-il déclaré tout haut, malheureusement sans être écouté ni compris par les thuriféraires : " Le président-fondateur n'est pas un magicien. Seul, il ne peut rien, mais avec la complicité de son peuple (des ministres y compris), il peut tout "

LRP

Tentatives de balkanisation de la République démocratique du Congo

La Monusco, un des maillons de la chaîne

**L'insécurité dans l'Est du pays entretenue par les groupes armés locaux et étrangers parrainés depuis un quart de siècle commence plus que jamais, à exaspérer tous les Congolais voire certaines autorités astreintes à la réserve*
(Lire en page 16)

Construction de l'usine de l'Ozone d'une capacité de 330.000 m³/jour

Mwimpe Mutungilayi Lebon : " La situation de la desserte en eau potable devrait s'améliorer dans la ville de Kinshasa dans les prochains mois "
(Lire en page 11)

Union Sacrée de la nation au Grand-Katanga, la guerre des clans Guylain - Dany fait rage
(Lire en page 4)

Festivités du 17 juillet 2022 à Nkamba

Le 50ème anniversaire de la retraite spirituelle célébrée avec le Conseiller Mbenza André
(Page 3)

Annonces

*** The American Embassy : Standard Tender of Service Request Packing, Customs Clearing and Delivery Services.....P. 3**
*** PADMPME.....P.7**

Grâce à la convention signée avec l'hôtel de ville de Kinshasa

La société Ok Plast a exécuté les travaux de curage du pont Sendwe
(Lire en page 12)

" Le gouvernement doit 300 millions de dollars de manque à gagner aux pétroliers ", révèle Kimona Bononge de la FEC
(Lire en page 6)

English Issue

Félix Tshisekedi insists on the local transformation of DRC wood (P. 15)

Rage et colère contre Museveni en République Démocratique du Congo

Toute la journée de vendredi 15 juillet 2022, les plateformes, clubs et réseaux sociaux congolais ont vibré de fureur. Exaspérés par l'attitude guerrière des deux pays voisins, le Rwanda et l'Ouganda, ils invitent Félix Tshisekedi à rompre avec des partenaires hypocrites.

Les réactions fusent. La colère enfle. Et les débats sécuritaires reviennent à la surface. Plusieurs acteurs politiques désapprouvent la diplomatie de Félix Tshisekedi pour, disent-ils, "ses allures tâtonnantes et hésitantes". Pour les uns, Museveni comme Paul Kagame sont des partenaires infréquentables qu'il faut classer dans les oubliettes pour leur rôle extrême dans l'alimentation de la guerre de l'Est. D'autres condamnent le choix de la délégation des émissaires de Félix Tshisekedi. "Le ministre Alexis Gisaro Muvunyi n'était pas dans ses attributions et le dossier était beaucoup plus lourd qu'il fallait mieux regarder, qui mettre en face du félin", estiment certains commentateurs.

D'autres, moins intellectuels soutiennent que "Félix Tshisekedi doit rompre bruta-



lement avec les États-Unis d'Amérique et tourner sa diplomatie vers des pays d'Asie", partenaires de plus en plus sûrs. Devant une terrasse dans la commune de Kintambo à Kinshasa, quelques fonctionnaires se remémorent les prouesses militaires des Forces armées de la RDC et s'attristent de nouvelles en provenance du Nord-Kivu.

Museveni et Kagame sont complices du M23

Tous les commentaires sont unanimes sur le rôle on ne

peut plus criminel des deux États voisins de la RDC. "A l'instar du Rwanda, l'Ouganda

est une grande menace pour la paix en République démocratique du Congo", conviennent de nombreux Congolais. Patrick Mundeke du parti Ensemble pour la République de Moïse Katumbi fustige la démarche de Félix Tshisekedi estimant que Museveni fait partie du problème. "Mais, il fait partie intégrante du problème. Comment on peut continuer d'être naïfs à ce niveau du pouvoir. Ce n'est pas très intelligent de régler les problèmes avec ceux qui les ont créés", a-t-il réagi. Même raisonnement pour Patrick Lomemba sur Twitter. La so-

lution est tellement simpliste comme ça ou c'est le président Museveni qui manque d'arguments par hypocrisie. Christian Nyamabo va plus loin en mettant en garde Félix Tshisekedi si jamais il ne parvenait pas à résoudre la question de l'est. "Le président Tshisekedi doit démissionner si le retour de la paix dans la partie Est lui semble être une mission impossible".

Lambo Rutembesa croit que la RDC n'a pas tiré les leçons de la communication du fils de Yoweri Kaguta Museveni. "Je me demande si vraiment les discours de Muhoozi, fils de Museveni ne vous ont rien appris. L'Ouganda ne pourra jamais combattre son oncle. Et puis vous oubliez aussi que Museveni fait partie des parrains du M23". De manière globale, les Congolais veulent tirer un trait sur les relations avec ces deux pays agresseurs.

OURAGAN / LRP

Ces propos de Gisaro et Museveni qui fâchent les Congolais

Le jeudi 14 juillet, une délégation congolaise conduite par le ministre des Infrastructures, Travaux publics et Reconstruction, M. Alexis Gisaro Muvunyi, a été reçue à State House à Entebbe (Ouganda), par le président Yoweri Kaguta Museveni. Au cours de cette audience, l'envoyé de Félix Tshisekedi a expliqué avoir été mandaté par le chef de l'Etat auprès de son homologue ougandais pour la recherche des solutions qui pourraient ramener la paix dans la partie orientale de la République démocratique du Congo.

Pour le ministre congolais des ITPR, le président ougandais a un rôle important à jouer pour mettre fin à cette crise sécuritaire.

"L'objet de notre visite est la crise sécuritaire qui sévit dans notre pays avec la recrudescence du conflit armé avec le M23. Nous considérons que ce groupe a des soutiens étrangers. Notre présence se justifie par le fait que nous

sommes parfaitement conscients de votre influence dans la sous-région et nous sommes convaincus qu'il est difficile qu'une solution soit trouvée en dehors de vous. Nous sommes là pour échanger avec vous sur les pistes de solutions à cette crise", a déclaré, pince sans rire, le ministre Gisaro devant le président ougandais.

Ces propos, caressant Museveni dans le sens du poil, sont-ils ceux lui dictés par le président Félix Tshisekedi pour transmettre à son homologue ougandais ou ceux venant de sa propre conscience ? L'on souligne que cette délégation congolaise "suspicieuse" comprenait entre autres, le général Franck Ntumba, le général Obed Rwiibasira et le patron de la Direction générale des migrations (DGM), Roland Kashwantale.

Réagissant aux dires du plénipotentiaire du président congolais, le chef de l'Etat

ougandais, Yoweri Kaguta Museveni, a préconisé un cessez-le-feu comme solution dans les combats qui opposent les FARDC aux rebelles du M23, dans le Nord-Kivu.

"Cette histoire-ici [NDLR : la guerre FARDC-M23], on peut trouver une solution. Il faut voir aussi notre longue expérience. Ma proposition est de trouver une solution de façon complète. Mettre un cessez-le-feu en place. Là où ils sont [NDLR : belligérants], pas de combats. Les Kenyans vont venir. A ces moments-là, on va diviser les forces et on va trouver une solution dans ce problème-là", a proposé le président ougandais.

A l'occasion, Yoweri Kaguta Museveni a félicité Félix Tshisekedi qui, selon lui, a réduit la pression qui était sur lui, en impliquant l'Ouganda dans la résolution de ce conflit.

Il a fait savoir que toutes les guerres proviennent souvent des conflits politiques

comme son pays qui passé environ 50 ans de guerre.

Les propos du ministre congolais et ceux du président ougandais ont été très mal perçus par des Congolais. Venant d'un ministre du gouvernement congolais, cela étonne et laisse tout le monde pantois. D'autres compatriotes se demandent le mobile qui a motivé le président de la République à mandaté son ministre des ITPR alors que le ministre des Affaires étrangères était là. Et s'il était empêché, celui de la coopération régionale et Francophonie pouvait valablement conduire cette délégation auprès de Museveni.

En mille comme en mot un, le Congolais lambda ne comprend plus rien de la diplomatie, pourtant qualifiée d'agissante, que mène le chef de l'Etat, Félix Tshisekedi dans ce dossier de l'est du pays.

LRP

La Référence Plus

Quotidien d'Informations Générales
Adresse : Croisement des
Avenues 24 Novembre - Ngele / C
Lingwala (en face de l'Académie
des Beaux Arts)
Phone : 0999923379

E-mail: reference_20ans@yahoo.
B.P. : 12520 Kinshasa I
Autorisation de publication
N°041/SGC/063/92

Editeur-Directeur Général

André Ipakala Abeiye M.
0999923379

Directeur de la Publication

Félix Kabwizi Baluku
0999913816

Directeur de la Rédaction

Théo Kimpanga N'Key I.
0999949445

Assistante de l'EDG

Eveline Badika
0814234602

Rédacteurs en Chef

Franck Mona K. (Politique)
0999911984

N. Rachidi (Provinces)

Secrétaires de Rédaction

Déo Mulima (0998405728)
Martinez Ngaluka
(0998893030)

Dominique Kadimamuya
(0991564565)

Chefs de Brigades

José Wakadila (Société)
0998129128

Rédaction Générale

José Wakadila,
Bibiche Mungungu,
Anastasié Mukawa
(0990012819, 0825329453)

Génie Mulobo (0999954394)
Julie Ngalula T.
Grace Ngyke
Mireille Mpemba
Makinzelela Menayeto

English Issue

John Nkwady Kankolong

Représentations provinciales

- **Bandundu** : Mayele
- **Kasai - Oriental** :

- **Maniema** : Patrick Kamombu
- **Nord-Kivu** : Sumaili Pene
Djadi

Province Orientale :

Gilbert Risasi
- **Sud - Kivu** :

Asani Abdalah
Etranger

- Congo Brazza: Itcha Djata
Service Technique

Anastasié Mukawa Kimina
Génie Mulobo Mwadi
West (0810774823)

Patrick Mbuyi (WM) 08151
44914 - 089 5098679

Administration

Janvier Band'Aka-Suro
Mireille Thansya
(0998540079; 0896154045)

Tina Ngindu
Finances & Vente

Jean-Pierre Mobiko
(+243815093722)

Pascaline Boyingandi
Gaby Lego
Fiston (0840513276)

Aimée Bwanga
Esther Seluwa
Imprimerie

ILAREF

RDC : Félix Tshisekedi déplore la construction inquiétante des stations-services à Kinshasa

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, a déploré le phénomène croissant de construction des stations-services qui s'observe dans la ville de Kinshasa et qui gagne progressivement l'intérieur du pays, a affirmé le porte-parole du gouvernement, ministre de la Communication et médias, Patrick Muyaya Katembwe. Le président l'a dit au cours de la 62ème réunion du Conseil des ministres qu'il a présidé vendredi 15 juillet à la Cité de l'Union africaine à Kinshasa.

L'implantation de ces stations-services se fait au mépris des risques que peuvent engendrer ces infrastructures sur l'environnement et la sécurité de la population, particulièrement dans les quartiers populaires et résidentiels, a-t-il ajouté.

Par conséquent a-t-il souligné, " face à cette menace qui pèse sur la sécurité de nos compatriotes et dans le but de prévenir des situations désastreuses, les ministres des Hydrocarbures et les autres membres du gouvernement concernés par cette question sont chargés de présenter dans le prochain conseil des ministres, un état des lieux ainsi que des propositions et mesures afin de s'assurer que les opérateurs économiques évoluant

dans ce secteur respectent les normes établies ", a rapporté Patrick

Rendre viable la cité urbaine de Camp Luka



Station-services à Kinshasa. Photo Droits Tiers

Muyaya.

Compte tenu du contexte sécuritaire qui prévaut actuellement, le vice premier ministre, ministre de l'Intérieur, sécurité, décentralisation et affaires coutumières a été chargé de faire la lumière sur les ramifications de cette activité économique aux conséquences potentiellement néfastes pour la sûreté nationale.

Au cours de ce même conseil des ministres, le président Tshisekedi a enjoint les ministres concernés d'œuvrer pour la viabilisation de la cité urbaine de camp Luka.

Faisant suite à sa descente effectuée dans ce quartier en mai dernier, dans le cadre de la relance des travaux de construction et de réhabilitation de quelques infrastructures dont le pont Lubudi, le président de la République a rappelé l'instruction faite à ses ser-

vices pour diligenter une mission d'enquête auprès de la Société nationale d'électricité (SNEL), afin d'évaluer les causes de la non-exécution du projet d'électrification de cette partie de la capitale, en dépit de la mise en disposition du matériel prévu à cet effet et de mobiliser tous les intervenants pour la relance du projet.

Il a chargé le ministère des Ressources hydrauliques et électricité ainsi que la SNEL, de prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la relance des travaux d'électrification de camp Luka soit effective d'ici fin août 2022.

Le chef de l'État a également chargé le Régidiso de planifier l'adduction d'eau potable dans ce quartier, avant d'inviter le ministre des Infrastructures et travaux publics en collaboration avec le gouvernement de la ville de Kinshasa à élaborer un plan d'aménagement pour rendre cette cité viable.

Il a, par ailleurs encouragé le gouvernement à poursuivre les efforts déjà engagés en vue de doter le pays d'infrastructures de base, notamment les différents territoires et localités répertoriés en dehors de ce cadre spécifique.

LRP

Festivités du 17 juillet 2022 à Nkamba

Le 50ème anniversaire de la retraite spirituelle célébrée avec le Conseiller Mbenza André

Par Makinzolela Menayeto

Le 17 juillet 1972-2022, cela fait exactement 50 ans, jour pour jour, depuis que papa Diangienda Kuntima Joseph, le premier Chef Spirituel et Représentant légal de l'église kimbanguiste, a créé la retraite spirituelle kimbanguiste ayant donné naissance à la Chorale des Enfants Kimbanguistes.

Pour donner à cette fête de jubilé d'or les colorations qu'elle mérite, les membres de la Choreki et plusieurs fidèles kimbanguistes ayant pris part à une séance de la retraite spirituelle ont répondu massive au culte de commémoration du dimanche 17 juillet 2022 présidé par le Conseiller direct du Chef spirituel de l'Eglise kimbanguiste, papa Mbenza Kiangani André à Nkamba, Nouvelle Jérusalem.

Auparavant le coordonnateur de la Choreki, le révérend Mbenza Anicet a introduit son mot de circonstance par remercier le chef spirituel de l'Eglise à travers son Conseiller direct, papa Mbenza Kiangani André pour son insistance pendant de dures épreuves vécues et pour avoir protégé quelques membres de la première équipe en vie depuis le 19 juillet 1972. L'homme de logique a profité de l'occasion pour demander pardon des abus commis par les choristes et implorer l'assistance divine pour les choristes dans l'est de la Rdc, de l'Angola ou un groupe des choristes peinent à traverser la frontière durant cinq jours pour prendre place à cette rencontre sans oublier ceux des autres continents.

Les premières " chorekiennes " a cependant rappelé les tâches de contribution pour la construction et finalisation des chantiers mis à la charge de la Choreki. A ce titre, il a notamment parlé de la maison de Mintinu,...

L'occasion a été favorable pour le cordon de rappeler les sages conseils du

Conseiller direct Andre Mbenza prodigués après le carnaval du matin en rapport avec les dispositions spirituelles à prendre pour bénéficier de la grâce de ce jubilé.

A son tour, le Conseiller direct du Chef spirituel, papa Mbenza a fait savoir que cette date rappelle la miséricorde de Dieu d'avoir pensé à l'encadrement de ses fidèles et plusieurs particulièrement aux jeunes à travers la création de cette chorale. Il faut respecter et obéir à notre chef, leur a dit, car 50 ans est un âge de maturité. Papa Diangienda Kuntima à travers son message que nous avons balancé, il nous demande le raffermissement de notre conviction et croyance par canal des prières et les bonnes œuvres. Le Conseiller n'a pas manqué de mettre un accent sur le voyage de son Chef au Congo Brazzaville avant de demander à la Choreki d'entonner deux cantiques des prières. Il faut retenir que la retraite kimbanguiste a été initiée et organisée pour la première fois en 1972 sous papa Diangienda Kuntima Joseph. Cette retraite a constitué une étape de haute portée spirituelle dans le sens qu'elle a permis aux kimbanguistes non seulement de découvrir beaucoup de secrets spirituels liés surtout à la personnalité spirituelle de papa Simon Kimbangu et de ses trois fils formant ainsi la sainte trinité mais aussi l'autorisation de la construction du temple de Nkamba.

L'histoire enseigne que les volons belges et les habitants de des environs voyaient ce temple en 1956 descendre du ciel. Et l'homme blanc avait même mis des dispositifs militaires et pour tirer ce temple à plusieurs reprises sans succès. Chose qui a donné naissance à un phénomène appelé " les manœuvres de kimaza".

Tender Number: 19CG5022T0001

The American Embassy - Standard Tender of Service Request

Packing, Customs Clearing and Delivery Services

The Embassy of the United States of America is seeking companies for packing of goods, customs clearance, and delivery services. This Tender of Service (TOS) provides terms and conditions for the transportation and all related services required by the U.S. Embassy, Kinshasa.

If you are interested in submitting a proposal for these services, and your company can meet the minimum requirements listed below, please submit a request for the full tender package to the address listed here.

Submit your request for a tender package to the email address of KinshasaTOS@state.gov

Complete proposal package must be submitted by August 01, 2022, at 1700 hours to e-mail address: KinshasaTOS@state.gov No proposals will be accepted after this time.

BASIC REQUIREMENTS :

- * A valid copy of licenses and memberships of the organizations of the international for Freight Forwarding Association (FIATA), IAM) International Association of Movers, (FIDI) Federation of International Furniture Removers Industry
- * All clearing and forwarding agents used should have a valid customs agent license
- * Local registration. (a copy of the company's local business registration RCCM, ID NAT, etc.)
- * Evidence that the sub-contractor and the TSP operate an established business with a permanent address and telephone numbers within D.R. Congo.
- * List of five largest clients (by volume) during the past 3 (three) years, demonstrating prior experience with relevant past performance reports. Reference information shall include client contact information (name, positions, phone number, e-mail, and address).
- * Evidence the offeror/quoter has all the licenses and permits required by DR Congo law.
- * Names of transporting companies if sub-contractors are used for road freight assignments.
- * Certificate of Insurance for goods in transit and while in warehouse facilities. If the insurance expires during the tender a renewed proof of insurance shall be provided.
- * Evidence the offeror/quoter has the equipment, personnel and financial resources needed to perform the work requested within this tender.
- * A hardcopy brochure/publication used to highlight a company's benefits, products and of the organization with a history of the services for customers.
- * Current financial statements, as well as the last three years.
- * Rate quote sheet for services provided. * Evidence of the current Customs Broker license.
- * The TSP shall provide the contact information for the primary points of contact, who will be responsible for tracking and tracing of shipments, arrival/departure schedules of the road freight, shipping, and delivery information.

Union Sacrée de la nation au Grand- Katanga, la guerre des clans Guylain - Dany fait rage

L'élection du gouverneur du Tanganyika a fait ressortir une discrète guerre de palais. Des premiers

sur le fil. Il est natif du territoire de Kongolo dans la province du Tanganyika. De plus, il n'aurait certain-



Dany Banza et Guylain Nyembo

couteaux du chef de l'Etat s'affrontent avec une main de fer dans un gant de velours. L'enjeu est le poids politique que chacun voudrait faire prévaloir auprès de Félix-Antoine Tshisekedi.

Cela dans la perspective des élections de 2023. Dany Banza, l'ambassadeur itinérant semble avoir une longueur d'avance sur Guylain Nyembo, le directeur de cabinet du chef de l'Etat. Mais ce dernier n'a pas encore dit son dernier mot.

L'élection du gouverneur du Tanganyika qui a eu lieu le 6 mai dernier, fait encore parler d'elle jusqu'à ce jour. Les péripéties qui ont entouré ce scrutin sont dignes d'un film hollywoodien. Par conséquent, le vrai se mêlait au faux. Des intimidations, des astuces, des manigances, tout était bon pour gagner la partie. On parle même des députés provinciaux qui auraient été retenus dans un hôtel chic, jusqu'au jour du vote. Au final, c'est Julie Ngungwa qui est élue gouver-

nement pas accepté d'être battu sur son propre terrain. Sa candidate est de l'Union pour la démocratie et le progrès social (Udps). Il est vrai que depuis la victoire de Félix Tshisekedi à la présidentielle, ce parti politique se déploie en profondeur. Mais il est loin d'être la force dominante du Tanganyika et encore moins du Grand Katanga.

La guerre des clans

En face de Guylain Nyembo, il y a Dany Banza. Bien qu'il ne soit pas passé aux dernières élections, Dany Banza pèse lourd sur l'échiquier politique congolais. Il a été élu deux fois comme député dans la circonscription de Likasi dans le Haut-Katanga. Il a été nommé ambassadeur itinérant bien avant que Guylain Nyembo ne soit Dircab du chef de l'Etat. Ce qui lui donne une longueur d'avance sur le plan national. Dany Banza est né au Katanga. Il y a grandi. Il a fait son parcours et ses affaires au pays. Il a

certainement qu'il a un train de retard, le Dircab du chef de l'Etat avance à la vitesse grand V. Il procède actuellement à l'installation d'une structure dénommée "Dynamique Guylain Nyembo". Elle rassemble ceux qui se reconnaissent de son obédience. Certains d'entre eux ne manqueront pas de postuler aux prochaines législatives. C'est là que se trouve le véritable enjeu. Félix Tshisekedi qui s'est déjà déclaré candidat à la prochaine présidentielle, a besoin de personnes qui pourront lui apporter une majorité parlementaire.

Ici également Dany Banza semble être bien positionné. Dans le Haut-Katanga, dans le Lualaba, dans le Haut-Lomami, plusieurs hauts cadres politico-administratifs se sont rapprochés du parti ACCO dont il est président. Certains d'entre eux ont déjà pris la carte du parti, sans l'annoncer avec tambour et trom-

le professeur Mudimbi, ce bras de fer entre membres d'une même famille politique est aussi la manifestation d'une lutte pour des intérêts personnels et non pour le bien commun. "Dans ces conditions, le slogan le peuple d'abord, risque bien d'être un vain mot", conclut-il.

Interventionnisme de Kinshasa

Modeste Kabazi, le président de la société civile du Tanganyika, estime que la tension qui a prévalu lors de cette élection et juste après n'a pas d'impact négatif sur le vécu de la population. Pour lui, les tiraillements entre humains existeront toujours. Il n'y a donc pas lieu d'en faire un drame. Il regrette, cependant, l'interventionnisme de Kinshasa dans des affaires qui peuvent être réglées au niveau provincial.

"Je ne vois pas pourquoi Daniel Aselo, le ministre de l'Intérieur, a convoqué à Kinshasa les uns et les autres. Pour



Le vice-Premier ministre en charge de l'Intérieur, Daniel Aselo. Photo Droits Tiers

pette. Le Dircab lui est cadre de l'Udps. Il n'a encore rien dans son escarcelle. Il a bien intérêt à le remplir d'élus qui se reconnaissent en lui. Ce qui pourrait être le cas en 2023. Ce qui donnera l'influence et le poids politique tant recherché.

Un monstre à plusieurs têtes

Pour le professeur Joseph Mudimbi de la faculté des sciences politiques et administratives de l'université de Lubumbashi, cette situation de lutte intestine dénote d'un manque d'unité de commandement. "Il y a plusieurs centres d'impulsion à l'Union Sacrée de la nation. Il y a une nette différence avec l'ancien pouvoir où il y avait une hiérarchie bien structurée et déterminée". Selon lui, il y a comme un manque de dénominateur commun. Ce qui est bien dommage pour une plateforme qui est au pouvoir. Pour

un tel différend, la constitution ne mentionne nulle part que c'est le ministre de l'Intérieur qui doit faire un arbitrage. La province peut gérer les tensions qui peuvent naître par moment. C'est ce qui a été fait. Pour le moment, chacun vaque à ses occupations habituelles", souligne Modeste Kabazi.

Ce n'est pas seulement dans la province du Tanganyika où le jeu d'influences et de positionnement se fait remarquer. Dans le Haut-Katanga, deux personnes revendiquent la coordination de l'Union sacrée de la nation. Le gouverneur Jacques Kyabula agit en tant que son coordinateur au niveau du Haut-Katanga. Jean-Claude Muyambo déclare qu'il est à la tête de cette plateforme dans le grand Katanga, le Haut-Katanga compris. Ce que plusieurs partis ne lui reconnaissent pas.

Cet imbroglio laisse perplexe les observateurs extérieurs. Surtout que la hiérarchie de cette plateforme à Kinshasa ne semble pas pressée d'éclaircir les choses.



Le président Félix Tshisekedi et le gouverneur Jacques Kyabula. Photo Droits Tiers

neur de province. Elle obtient 14 voix sur 25. L'un de ses adversaires affiche 10 sur 25.

Ce score serré montre clairement que la lutte était âpre. C'est le camp de Guylain Nyembo qui l'a emporté

un gros carnet d'adresses. Par contre, Guylain Nyembo a vécu pendant plusieurs années à l'étranger. Il est donc en quelque sorte en apprentissage de la "real politik" à la congolaise. Conscient

L'ARSP appelée à veiller à l'application de la loi de la sous-traitance

Par Bibiche Mungungu

La coordination en charge de l'Administration et de la communication de la Chambre des Mines que chapote Mme Bernadette Mpundu, a organisé vendredi 15 juillet 2022, la

social entre les entreprises du secteur.

Dans son adresse, le Président de la Chambre des Mines, Louis Watum a déclaré que son institution a promis d'informer trimestriellement non seu-

l'ARSP appelée à veiller à l'application de la loi de la sous-traitance tout en tirant la sonnette d'alarme pour la diversification de l'économie nationale. Pour lui, l'économie nationale ne peut pas se focaliser uniquement sur un seul secteur mais également avec le développement des autres pour faire une force et espérer au développement durable. Il va conclure pour dire : " le secteur minier n'est pas du tout un moteur de développement mais un accélérateur au même titre que l'agriculture, le tourisme et autres pour amener le changement".

Dans son témoignage sur le bienfondé de la loi de la sous-traitance dans le secteur privé pour le développement de l'entrepreneuriat au Congo, le conseiller principal en matières des Mines et Énergie du chef de l'Etat, Me Michel Eboma a rappelé à l'assistance l'instruction du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo à l'autorité de Régulation de veiller à l'application de la loi, le cas échéant d'appliquer la sanction effective à toutes les entreprises récalcitrantes pour le non-respect de la loi. Il a saisi cette occasion pour appeler la Chambre des Mines à accompagner cette vision. Car la plupart des entreprises minières ne respectent pas la loi en la matière. Ainsi, la présence des politiciens est de trop dans les carrières minières. Il a demandé aux politiciens de s'occuper des partis politiques pour laisser la place aux opérateurs économiques.

Parlant du niveau d'application de la loi de la sous-traitance dans le secteur privé, le directeur général adjoint de l'autorité de Régulation de la Sous-traitance dans le secteur minier (ARSP), Alain Bussy Wasso a souligné que cette loi s'applique sur toute l'étendue du territoire national. " Nous avons des OPJ contrôleurs à compétence restreinte. Mais ce n'est pas suffisant pour tout un grand pays de la RDC. Ce que nous allons faire, c'est de renforcer nos équipes pour que le contrôle soit efficace en per-

sonnel, en capital humain. Le plus important est d'aller de l'avant pour nous améliorer", a-t-il insisté. L'ARSP est un établissement public qui existe depuis 2018 mais réellement opérationnel en 2021, donc elle a 18 mois d'existence. Cette structure a connu plusieurs retards liés notamment à la Covid-19.

A en croire Alain Bussy, les choses s'améliorent progressivement, voire les statistiques en termes de marchés des entreprises à capitaux congolais. Il est convaincu que les congolais accéderont à 100% à tous les marchés de la sous-traitance comme exige la loi. Évidemment, il reste encore beaucoup à réaliser, il est temps de travailler la main dans la main pour gagner tous ensemble le pari.

A l'heure actuelle, l'ARSP échange avec les entreprises principales pour que tous les appels d'Offres soient logés dans le site de l'ARSP de telle sorte que les informations parviennent à tous ceux qui veulent soumissionner ou encore compétir. Et l'ARSP est obligée de procéder au contrôle régulier.

Par ailleurs, le président du Club National des Sous-traitants, Gabriel Tshitenge a parlé des réalités vécues au quotidien. Pour lui, les choses avancent avec la grande difficulté du manque des moyens financiers. Les sous-traitants exigent des moyens financiers conséquents, d'où il a sollicité un accès au financement au niveau du gouvernement, cela avec la mise en œuvre du Fonds pour la promotion de l'entrepreneuriat. Il s'est référé aux statistiques de Kamoa Copper, l'une des entreprises minières qui a démontré que si l'ARSP arrête avec le contrôle et que les congolais n'ont pas des moyens financiers adéquats, tout va s'arrêter en mi-chemin. D'où l'urgence s'impose pour que le gouvernement agisse vite.

Rappelons que le représentant du président national de la FEC a donné un aperçu historique de la loi sur la Sous-traitance dans le secteur minier et la présentation du magazine télévisé l'Echos de la Sous-traitance a été faite.



3ème édition de la Conférence de presse pour donner des informations fiables sur l'évolution du secteur minier des 6 derniers mois en République Démocratique du Congo. C'était à l'hôtel Fleuve Congo de Kinshasa.

Elle a expliqué la chambre des Mines qui est une structure créée au fond de la Fédération des Entreprises du Congo (FEC) pour piloter les activités du secteur minier en RDC. La Chambre des Mines a huit missions à savoir ; rassembler au sein de la FEC toutes les entreprises minières évoluant dans le secteur minier au Congo ; défendre les intérêts des sociétés minières ; élaborer une politique adéquate du développement des activités minières ; mettre en place un programme de développement pour les activités minières ; mettre en place des mécanismes d'encadrement des exploitants minières artisanaux pour une évolution progressive vers les activités formelles ; veiller au respect de l'éthique et des normes environnementales des sociétés membres ; soutenir un dialogue

lement avec l'évolution des activités minières mais également le challenge rencontré et les préalables solutions, étant donné que le secteur minier est dynamique. Il a salué les efforts du gouvernement de la République pour l'institutionnalisation d'une plateforme de concertation trimestrielle gouvernement- secteur minier. Tout cela dans l'objectif d'améliorer le climat des Affaires en RDC. Il s'est réjoui de voir sur 67 perceptions, dont 20 les taux sont à rabattre, 14 taxes à supprimer et 33 prélèvements maintenus.

Louis Watum a reconnu qu'il y a encore du chemin à parcourir mais les réalisations sont palpables sur terrain. " Je reconnais que le secteur minier reste encore le grand contribuable pour l'économie nationale. C'est à nous de s'organiser pour avoir une administration efficace, qui permet la relocation de toutes ces recettes minières pour le développement intégré de la RDC", a-t-il indiqué. Il a appelé la Chambre des Mines à jouer pleinement son rôle de premier rang

La création de la chaîne des valeurs constitue un des facteurs importants pour le développement de la pêche en RDC

Le directeur national au ministère de la Pêche et élevage, Justin Kalibu, a révélé que la création de la chaîne des valeurs constitue un des facteurs importants pour le développement de ce secteur en République démocratique du Congo (RDC), au cours d'un entretien qu'il a eu vendredi 15 juillet avec la presse dans son cabinet à Kinshasa.

Selon M. Kalibu, le plan prioritaire pour la relance de la pêche (PPRP) est un atout pour booster l'économie nationale du fait qu'il contient les quatre programmes sur lesquels, la chaîne des valeurs est incluse et demeure un outil nécessaire pour le développement du secteur de la pêche en RDC.

Il a également indiqué que cette même chaîne des valeurs prévoit en son sein une panoplie d'activités devant consolider les actions du développement qui sont prévues dans ce secteur, à savoir : assurer la produc-

tion locale des produits de la pêche, afin de nourrir suffisamment la population congolaise, et élargir les stra-



tégies de conservations des aliments aux fins de réduire certains maux causés faute des anciens modèles utilisés par les pêcheurs.

Il a fait savoir qu'environ plus de 444.000 pêcheurs répertoriés sur l'étendue nationale attendent un appui

du gouvernement, lequel le ministère sectoriel ne cesse de réfléchir sur les voies adéquates pour y remédier.

" L'application de certaines mesures

prévues dans l'exécution dudit projet fera en sorte que le changement s'impose dans le secteur de la pêche en RDC ", a déclaré le directeur national au ministère de la pêche.

Quant au problème lié à la commercialisation des poissons produits localement, M. Kalibu a fait savoir que le défi serait d'amener, dans les jours à venir, un travail de synergie entre le ministère de la Pêche et d'autres ministères, afin de voir certaines modalités pratiques tant sur la fixation de prix, aussi bien que sur le transport des marchandises en provenance de différents coins de la République.

Il a, en outre, souligné la nécessité prévue par le ministère de la Pêche et élevage en vue d'une collaboration de manière étroite avec les pêcheurs qui sont sur toute l'étendue du territoire national et palier au problème du sous-développement dans ce secteur.

" Le gouvernement doit 300 millions de dollars de manque à gagner aux pétroliers ", révèle Kimona Bononge de la FEC

" En termes de manque à gagner, l'État doit aux sociétés pétrolières 300 millions de dollars. Je ne sais pas par

Aujourd'hui, par exemple, relève-t-il, "quand on vend le carburant à la pompe, il y a une différence de plus

sorte qu'un pétrolier qui vend le carburant à perte est obligé soit de réduire l'effectif de ses agents, fermer les stations. Sinon, il va perdre de l'argent, or, on ne peut pas continuer à perdre de l'argent," explique Kimona Bononge.

narios, le dossier est présenté au ministre de l'Économie nationale qui doit avoir le quitus du premier ministre. Et en définitive, du président de la République, compte tenu de l'importance de ce produit".

Raison pour laquelle, "au lieu de 4606 Francs Congolais le litre d'essence à Kinshasa, nous étions à 2345 francs Congolais le litre, quasiment la moitié. Dans ce contexte, les pétroliers ont enregistré un manque à gagner de 2261 FC par litre d'essence vendu à Kinshasa, multiplié par le volume. Cette politique est appliquée dans toutes les zones, donc sur toute l'étendue de la République".

Le gouvernement gère la situation malgré la crise

Mais en dépit de cette situation complexe et difficile à gérer, "en tant que gouvernement responsable, soucieux de placer l'homme au centre de sa politique, a jugé bon d'appliquer une politique prudentielle de fixations de prix à la station", rassure Célestin Twite Yamwembo, secrétaire général de l'Économie nationale.

Il relève cependant que " depuis la reprise de l'économie mondiale, le coût du fret maritime est passé du simple au double. Nous n'avons pas la possibilité en tant que RDC d'influencer ce coût qui est un élément important de la structure de prix".

L'État subventionne

Cependant, rassure le secrétaire général à l'Économie, "l'État gère la situation. En subventionnant ce prix-là, il faut impérativement payer ces pertes de manque à gagner, bien que le trésor public a des problèmes. Il



Kimona Bononge, administrateur délégué de la Fédération des entreprises du Congo. Photo Top Congo Fm

quel mécanisme l'État va trouver les moyens pour essayer de payer ce manque à gagner ? ", s'est interrogé, lors des festivités célébrant le 19ème anniversaire de Top Congo FM, Kimona Bononge, administrateur délégué de la Fédération des entreprises du Congo (FEC).

Alors que le prix du carburant est déjà revu à la hausse plus d'une fois depuis le début de l'année, dont une nouvelle est en encore en perspective, il estime que "si on avait suivi nos conseils, on ne serait pas arrivé dans la situation dans laquelle nous nous retrouvons aujourd'hui. Quand l'État a pris l'option de prendre en charge le manque à gagner, il fallait graduellement augmenter le prix, ça allait faire mal, mais au moins, on n'allait pas atteindre le niveau que nous avons atteint aujourd'hui".

Même si "la Fédération des entreprises du Congo fait certes partie de la commission de la structure des prix, nous n'avons pas la décision parce qu'il y a des produits qui ne sont maîtrisés que par le gouvernement, notamment les produits pétroliers".

ou moins 140 dollars entre le prix moyen frontières, c'est-à-dire le prix du carburant à la frontière avant d'arriver ici à Kinshasa. Le carburant nous coûte 1408 dollars le moyen frontière et il est vendu dans des stations à 768 dollars, il y a un écart de 640 dollars qui correspond au manque à gagner que doit assumer le gouvernement à la place des pétroliers".

Avant-gardiste, la FEC avait déjà sollicité auprès du gouvernement une augmentation graduelle du prix du carburant pour prévenir une accumulation des arriérés de manque à gagner.

"Nous déplorons le fait que, depuis le début de l'année, quand nous avons senti qu'il y avait des problèmes dans ce secteur, nous avons écrit plusieurs lettres au Chef du gouvernement, au ministre de l'Économie pour demander que tant soit peu, on puisse augmenter graduellement le prix carburant", indique l'administrateur délégué du patronat congolais

"L'Etat a une énorme part de responsabilité dans ce qui se passe aujourd'hui. Cette situation fait en



Célestin Twite, secrétaire général du Ministère de l'Economie nationale

Pour lui, "dès lors que le fret, un élément important, passe du simple au double, nous sommes là dans une situation d'augmentation de prix. Quand le comité de suivi a déjà calculé, travaillé, donné plusieurs scénarios,

n'y a pas que les produits pétroliers, le gouvernement a beaucoup d'autres défis qu'il faut relever. Mais du moins, de ce côté-là, le gouvernement prend en charge à la place de la population la différence".

Il relève à titre d'exemple pour de la bonne foi du gouvernement qu'"à la fin juin 2020, la République a déboursé 118 millions de dollars payés cash à la profession pétrolière, les créances certifiées au 31 mars 2021, le gouvernement a déboursé plus ou moins 125 millions de dollars payés à la profession pétrolière, pour les créances certifiées jusqu'au 30 juin, le gouvernement a déboursé 250 millions de dollars au titre de perte de manque à gagner payés cash aux pétroliers".

Selon les projections effectuées cette année, en concertation pour la troisième revue pour faciliter l'accès au crédit avec le Fonds monétaire international, "si cette allure ne baisse pas, on finira cette année avec une projection de plus ou moins 450 à 500 millions de dollars qu'on doit payer au titre de pertes de manque à gagner".

LRP

Top Congo FM / LRP

BCC : Les réserves de change atteignent 4,2 milliards de dollars américains

Les finances de la République Démocratique du Congo (RDC) se portent très bien. Invitée à prendre la

parole devant le conseil des ministres réuni vendredi 15 juillet 2022, la gouverneure de la Banque Centrale du Congo (BCC), Mme Malangu Kabedi a révélé que les réserves nationales ont atteint un niveau record.

Les réserves de change de la RDC " se situent à ce jour à un niveau historique d'un peu plus de quatre milliards (4,2) de dollars américains ". Selon les estimations de la BCC, ce niveau " représente deux (2) mois d'importations des biens et services".

Le gouvernement justifie cette hausse par le " financement du Fonds Monétaire International (FMI) de l'ordre de deux cent trois (203) millions de dollars au titre d'appui à la balance des paiements, à la faveur de la conclusion de la revue du Programme appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC)".

Malgré cette embellie, reconnaît le gouvernement, "notre économie reste exposée aux facteurs de risques externes". C'est notamment "le ralentissement actuel du cours du cuivre et l'augmentation des Taux Directeurs au niveau des Banques Centrales et des risques internes, prioritairement la persistance des pressions inflationnistes à l'envolée des prix des produits pétroliers et céréalières".



La RDC et la BAD peaufinent les " nouvelles stratégies " des projets de développement

Le gouvernement congolais ainsi que la Banque africaine de développement (BAD) se sont réunis le jeudi 14 juillet à Kinshasa dans le cadre de consultations des acteurs intervenants dans les différents secteurs de développement financés par la BAD.

La Banque africaine de développement finance, à hauteur de 1,8 millions de dollars américains, différents projets des acteurs intervenants dans les différents secteurs de développement de la RDC.

Ainsi, cinquante-deux projets ont été approuvés sur la période de 2013-2022. Il a été question en cette journée d'un entretien entre le gouvernement et la BAD afin de repenser la stratégie pour des nouveaux horizons.

L'objectif principal dans la mise en œuvre de la stratégie de la BAD en RDC est celui d'aider le pays à sortir de son état de fragilité.

Six axes en effet sont ciblés, dont les infrastructures, l'agricul-

ture, la gouvernance, les secteurs financiers et le social.

" La présente réunion a pour objectif, de s'assurer que les interventions retenues sont alignées au rang des priorités classées par le gouvernement ", a déclaré le vice-ministre des Finances, O'neige Nsele.

Cependant, d'après le ministre des Affaires sociales, Modeste Mutinga, il s'avère que tous les projets sont bien ficelés et approuvés par la BAD, mais il y a un souci :

" La bureaucratie technique de la BAD est aussi contraignante et lourde. Si on peut alléger et faire de sorte que ce projet, qui concerne la population qui doit avoir un impact direct sur l'emploi, commence assez rapidement. "

Solemane Kone, directeur adjoint et responsable pays de la BAD, dit avoir bien acquiescé cette observation. Pour lui, les acteurs devraient mettre un peu plus de consistance dans leurs projets.

RO/LRP

Kinshasa abritera " Les Rencontres Africa " du 22 au 25 novembre

La plus importante manifestation de business entre la France et l'Afrique sera organisée à Kinshasa du 22 au 25 novembre 2022. Cette grande manifestation BtoB d'Afrique de l'Ouest, dénommée " Les Rencontres Africa ", sera organisée à l'Hôtel Pullman, avec le concours de la France et du gouvernement de la RDC, à travers l'agence nationale de promotion des exportations (Anapex).

Au cours d'une conférence de presse organisée, le vendredi 16 juillet 2022, le directeur général de l'Anapex, Mike Tambwe et le commissaire général des " Rencontres Africa ", Marc Hoffmeister, ont précisé les contours de cette activité. " C'est la plus importante manifestation de business entre la France et l'Afrique. Son succès est lié à son objet, qui est la réussite partagée entre les entreprises françaises et africaines. Anapex est donc l'un des partenaires de cette activité ", a fait savoir Mike Tambwe.

Pour Marc Hoffmeister, cette importante manifestation rentre dans

le cadre de renforcement des relations économiques entre la France, l'Europe et la RDC. L'évènement réunira près de 1000 participants en provenance du continent africain et d'ailleurs. Les organisateurs inviteront entre 100 et 200 entreprises, dont 35 françaises se sont déjà fait enregistrer.

Il est prévu des conférences de haut niveau sur différentes thématiques, notamment le thème " la RDC à l'heure de l'ouverture à l'international : produire et transformer ". Les participants auront l'occasion de tisser des liens grâce aux séances BtoB et des rendez-vous d'affaires prévus à cet effet.

Les entrepreneurs intéressés devront contacter l'Anapex pour se faire enregistrer sur www.rencontresafrika.org ; tandis que les accréditations sont à retirer auprès de l'Anapex.

Au cours de la même occasion, un concours sera également organisé pour primer une entreprise méritante avec un projet de transformation dans le secteur agricole.

José Wak



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
MINISTRE DE L'ENTREPRENEURIAT, PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES
Unité de Coordination du Projet
Projet d'Appui au Développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises
" PADMPME "

AVIS DE SOLlicitation DE MANIFESTATION D'INTERET

Recrutement de Prestataire (Firme, ONG, Agence des Nations Unies) chargé de la mise en œuvre des activités de prévention et réponse aux violences basées sur le Genre (VSBG) dans les villes de Matadi et Lubumbashi

N° Avis : AMI n°004/UCP-PADMPME/PM/RDC/2022
Source de financement : Crédit n°6287-ZR
Date de publication : 15 juillet 2022
Date de clôture : 02 août 2022

1. Le Gouvernement de la République Démocratique du Congo (RDC) a obtenu de l'Association Internationale du Développement (IDA) un crédit d'un montant de 100 millions de dollars américains, pour financer le Projet d'Appui au Développement de Micro, Petites et Moyennes Entreprises, dénommé PADMPME, et a l'intention d'utiliser une partie du montant de ce financement pour effectuer les paiements au titre d'un contrat de service d'un Prestataire chargé de la mise en œuvre des activités de prévention et réponse aux violences basées sur le Genre ("VSBG") dans les villes de Matadi et Lubumbashi.

2. L'objectif de la mission du Consultant consiste à appuyer le projet PADMPME dans la prévention, atténuation des risques, et réponse aux VBG, y compris l'EAS et le HS, liées à sa mise en œuvre et dans le soutien holistique aux survivant(e)s dans la zone du projet.

3. L'UCP-PADMPME invite les candidats ("Consultants cabinets") admissibles et intéressés à manifester leur intérêt à fournir les services décrits ci-dessus. Les Consultants intéressés doivent fournir des informations démontrant qu'ils possèdent les qualifications requises et une expérience pertinente pour l'exécution des services (brochures, références concernant l'exécution de contrats analogues, expérience dans des conditions semblables, disponibilité des connaissances nécessaires parmi le personnel, etc.). Les consultants peuvent s'associer pour renforcer leurs compétences respectives.

4. Les critères pour l'établissement de la liste restreinte sont :

" Être légalement constitué dans le pays et Avoir le cœur de métier (l'expertise) dans la prévention et la réponse aux violences basées sur le genre (VBG) ;

" Disposer d'une expérience confirmée, d'au moins deux (2) missions en prévention et réponse aux violences basées sur le genre (VBG) réalisées dans les cinq dernières années ;

" Avoir au moins cinq ans d'expérience dans le domaine de la prévention et réponse aux VBG ;

" Avoir une excellente expérience dans tous les domaines suivants : (a) Mobilisation communautaire et promotion du changement des comportements ; (b) Formation et promotion du changement des comportements ; (c) Aménagement des espaces sûrs pour les femmes et les filles ; (d) Gestion des cas, soutien psychosocial et psychologique ; (e) Référencement médical et mise en place des conventions de collaboration avec les structures sanitaires compétentes, (f)

Assistance juridique et (g) la collecte de données éthique sur la prise en charge des survivant(e)s de VBG ;

Il est porté à l'attention des Consultants que les dispositions des paragraphes 3.16 et 3.17 du " Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le financement de projet d'investissement (FPI) ", édition du 1er juillet 2016, révisée en novembre 2017 et en août 2018, relatives aux règles de la Banque mondiale en matière de conflit d'intérêts sont applicables.

5. Un Consultant Cabinet sera sélectionné selon la méthode de sélection fondée sur les qualifications du consultant (SQC), telle que décrite dans le " Règlement de Passation des Marchés pour les Emprunteurs sollicitant le financement de projet d'investissement (FPI) ", édition du 1er juillet 2016, révisée en novembre 2017 et août 2018 en vertu du Nouveau Cadre des Marchés Publics (NCPM), et les " Lignes Directrices " de la Banque mondiale sur la Prévention et la Lutte contre la Fraude et la Corruption dans les projets financés sur les Prêts de la BIRD, et les crédits et les subventions de l'IDA (datant du 1er juillet 2016), ainsi que les dispositions stipulées dans l'Accord de financement applicables au projet

6. Les Consultants intéressés peuvent obtenir des informations supplémentaires, notamment sur les termes de référence, à l'adresse ci-dessous et aux heures suivantes de 9 à 16 heures locales (TU+1) ou sur le site web " padmpme.cd "

7. Les manifestations d'intérêt écrites, en langue française, doivent être déposées à l'adresse ci-dessous, par courrier physique ou par courrier électronique (e-mail), au plus tard **mardi 02 août 2022 à 15 heures** (heure locale à Kinshasa) et porter clairement la mention ci-dessous : AMI n°004/UCP-PADMPME/PM/RDC/2022 (Recrutement de prestataire chargé de la mise en œuvre des activités de prévention et réponse aux violences basées sur le Genre ("VSBG") dans les villes de Matadi et Lubumbashi).

À l'attention : Monsieur le Coordonnateur National du Projet PADMPME Unité de Coordination du Projet d'Appui au Développement des Micro, Petites et Moyennes Entreprises, " UCP/PADMPME "

Sise, Croisement des Avenues Lemarinel et Kisangani n°9-11, (en face du Collège Boboto),

Téléphone (+243) 818 724937

Email : padmpmepadmpme.cd ; cpm@padmpme.cd.

Republique Démocratique du Congo

Le Coordonnateur National

Mobilisation accrue des recettes

Avec 304,2 milliards CDF des recettes en juin 2022, la DGDA se range dans la vision du Chef de l'Etat

Par José Wakadila

Depuis son avènement à la tête de la Direction générale des douanes et accises (DGDA), Madame Jeanne Blandine Kawanda, Directeur général de cette régie financière, ne

les recettes, en vue de permettre au gouvernement de la république de réviser son programme d'action.

Au cours de cette réunion, Madame Kawanda a rappelé le rôle de l'audit, un service qui joue un rôle essentiel

terne, pour le rendre efficace et pour garantir la maîtrise de la gestion quotidienne des opérations, mais aussi servir de conseiller dans la prise des décisions et dans l'orientation de la politique générale, et ce, en application de la décision N°DGDA/DG/DAI/DG 229 du 10 décembre 2019, créant une charte de l'audit interne, mais également conformément à la décision numéro DGDA/DG/DGA/DG 2021,173 du 3 septembre 2021, fixant les modalités d'organisation et du fonctionnement du comité d'audit.

Madame Kawanda a ajouté que l'audit interne est chargé du suivi des résultats des missions d'audit, en vue de la mise en œuvre des recommandations ; il participe également à la définition des stratégies diverses, pour atteindre les objectifs de la DGDA, notamment la mobilisation des recettes.

A savoir

Il faut noter qu'avec 304,2 milliards de CDF réalisés, la DGDA se place en deuxième position, après la Direction Générale des Impôts (DGI), qui a mobilisé 508,2 milliards CDF, soit 125% sur les prévisions de 405,5 mil-

liards CDF. La Direction Générale des Recettes Administratives, Domaniales, Judiciaires et de Participation (DGRAD), vient en troisième position avec 274,9 milliards de CDF, soit 102% de ses prévisions arrêtées à 270,3 milliards de CDF.

Selon les statistiques, plus de 1.087 milliards de CDF ont été mobilisés, sur des prévisions des recettes budgétaires arrêtées à 1.047 milliards de CDF, soit un taux de réalisation de 104%. Avec ce résultat, le cumul des recettes au premier semestre 2022, représente un total de 9.699,1 milliards de CDF, soit un taux de réalisation de 66% par rapport aux prévisions annuelles fixées à 14.790,7 milliards de CDF.

Comparées aux recettes réalisées lors du premier semestre 2021 qui étaient de 5.402,4 milliards de CDF, il se dégage un écart positif de 4.315,1 milliards de CDF (plus de 2,150 milliards USD), soit une augmentation de 80%.

Plusieurs analystes estiment que cette situation permet de consolider la tendance haussière des recettes du trésor public déclenchée depuis le mois d'avril 2021.



La Directrice générale de la DGDA, Blandine Kawanda, en pleine réunion du comité directeur. Photo Droits Tiers

cesse de multiplier les efforts pour être dans la droite ligne du président de la république, dans sa vision de la mobilisation accrue des recettes de l'Etat, en vue de booster le développement et la reconstruction du pays.

Pour ce faire, la Direction générale des douanes et accises a mobilisé pour le seul mois de juin 2022, une bagatelle somme de 304,2 milliards CDF des recettes, un exploit qui confirme le meilleur choix opéré par le Chef de l'Etat Félix Tshisekedi, d'avoir placé à la tête de cette régie financière, une dame de fer qui ne jure que pour la réussite de l'objectif du gouvernement de la république axé sur la mobilisation des recettes du Trésor public.

Avec 304,2 milliards de CDF, équivalent à 82% sur les prévisions de 370,7 milliards de CDF pour le seul mois de juin 2022, des analystes affirment sans être contredit, que c'est une performance qui reproduit la volonté et la détermination de cette dame de fer nommée à la tête de la DGDA en décembre 2021. Comme pour dire que, à moins d'une année seulement de prestation, Madame Jeanne Blandine Kawanda ne cesse de surprendre par la qualité du travail réalisé au sein de cette régie financière de haute importance pour le pays, à travers sa contribution importante dans le budget de l'Etat.

Pour gagner davantage le pari de la mobilisation des recettes, la Directrice générale de la Direction générale des douanes et accises a présidé dernièrement, une importante réunion avec le comité directeur, dans le cadre de peaufiner des nouvelles stratégies susceptibles de maximiser

dans les entreprises du secteur tant privé que public. " Ce rôle consiste entre autres à scanner le fonctionnement des services afin de détecter les faiblesses et les risques susceptibles de remettre en cause l'atteinte des objectifs leur assignés ", a-t-elle dit, avant d'affirmer qu'elle s'est engagée en tant que manager de la DGDA, à redynamiser la direction de l'audit in-

La DGRAD dispose d'un champ vaste avec des niches des recettes à identifier, selon Parfait Ntabala

Le directeur général de la Direction générale des recettes administratives, judiciaires domaniales et de participation (DGRAD), Jean Parfait Ntabala, a indiqué que cette régie financière dispose d'un champ vaste

incontournables dans cette tâche.

Le Directeur général de la DGRAD Jean Parfait Ntabala, qui venait d'opérer une nouvelle mise en place du personnel sept ans après, a également appelé les directeurs à travailler en

sor public, avant de les recommander à y répondre en se surpassant et en avançant ensemble vers de meilleurs résultats.

Le Directeur général Jean Parfait Ntabala a, par ailleurs, remercié le ministre des Finances, Nicolas Kazadi, pour son souci de promouvoir le travail en équipe grâce à la mise en place des directeurs dans l'optique de revitaliser l'équipe DGRAD et l'inciter à relever le défi actuel de mobilisation de plus des recettes.

Il a fait savoir qu'il y a des nouvelles directions provinciales, à savoir en Ituri, au Lualaba, au Tanganyika et en Haut-Uélé, qui ont plusieurs défis à relever, notamment ceux qui relèvent du contrat de performance qui concerne la mobilisation des recettes non-fiscal à hauteur deux mille neuf cent trente-cinq milliards et les nouvelles assignations qu'ils doivent réaliser d'ici le mois de décembre mais aussi l'installation des nouvelles directions et encadrement du personnel.

Le Directeur général a laissé entendre qu'au premier semestre la DGRAD a mobilisé 116% des assignations.



avec des niches des recettes à identifier et à exploiter, vendredi à Kinshasa à l'issue de la signature des actes d'engagement avec les heureux promus.

Il a, à cet effet, invité chaque directeur selon son rôle à jouer où qu'il se trouve à la mobilisation des recettes, soulignant qu'ils sont des acteurs

équipe, à partager les informations, à ne pas garder par devers les données obtenues dans l'exercice de leurs fonctions au risque de gêner leurs collègues et la hiérarchie.

Il les a exhortés à un sens élevé de responsabilité et de rédevabilité indiquant que leur mission commune est l'encadrement des recettes du tré-

Changements climatiques et bonne gouvernance environnementale

Les cadres techniques du ministère de l'Environnement outillés

Par José Wakadila

Les coordonnateurs provinciaux et urbains du ministère de l'Environnement et développement durable viennent d'être outillés sur la bonne gouvernance environnementale et la gestion responsable des ressources naturelles ainsi que des effets des changements climatiques, à l'issue d'un atelier de renforcement des capacités organisé durant quatre jours par la vice-primature de l'Environnement et Développement Durable (EDD) avec l'appui de la FAO.

A la clôture des travaux jeudi 14 juillet dernier, Mme le Vice-premier ministre, ministre de l'EDD, Eve Bazaiba, a émis le vœu de voir l'implémentation de cette formation sur le terrain car a-t-elle dit, avant la formation ne peut pas être égale après la formation. Elle a à cet effet, appelé le Secrétaire général à l'environnement, en tant que son bras technique, de capitaliser la formation reçue et la collaboration avec la FAO, avant de témoigner son attachement aux partenaires traditionnels dont la FAO, pour son accompagnement que le gouvernement a toujours apprécié à juste titre

Pour sa part, le représentant a.i de la FAO, Judicaël Pazou, s'est réjoui du contenu capital et diversifié ayant permis le renforcement des capacités des participants. " Désormais, nous présumons que les participants maîtrisent des nouveaux paradigmes traduisant le niveau des connaissances, actuellement, dans le domaine de l'environnement. Ils sont censés disposer d'un même niveau de compréhension des concepts de base, des outils et approches de l'Environnement et développement durable. Ils sont armés des notions sur la gouvernance des ressources naturelles et environnementales ", a-t-il dit, avant de souligner que les participants que se sont également enrichis d'informations sur les changements climatiques, en ce qui concerne les enjeux, les engagements internationaux, les forêts et agriculture intelligente.

Pour lui, cette formation a permis aux participants d'être informés sur le thème d'actualité, spécialement, sur les tourbières, leurs problématiques en RDC, leurs enjeux et approches pratiques. Compte tenu des thèmes développés, M. Pazou a exprimé sa joie de voir l'objectif être atteint et que la RDC dispose désormais des cadres capables d'assurer la gestion de l'environnement, le développement durable et les changements climatiques et d'y apporter des réponses et solutions pratiques adaptées à leur contexte. " Maintenant que le pays vous a doté des armes et munitions en rapport

avec la gestion de l'environnement, le développement durable et les changements climatiques, il ne vous reste plus qu'à les utiliser pour l'intérêt du

M. Jean-Marie Madikani Mungala, a félicité la VPM de l'EDD pour la tenue de cette formation en leur faveur ainsi que la FAO pour son appui. " Nous



Vue des participants dans la salle

Congo et des congolais ", a-t-il lancé aux participants, avant de remercier au nom de la FAO, Mme le VPM de l'Environnement, pour son implication dans la réussite des travaux.

Parallèlement, M. Judicial Pazou a réitéré l'engagement et la détermination de la FAO, d'accompagner le gouvernement de la république en général et le ministère de l'EDD en particulier, à faire réellement de la RDC " Un pays solution " dans le domaine de l'environnement et changement de changement climatique.

Le représentant des participants,

assurons que les enseignements reçus seront bien capitalisés et mis en pratique, tout en espérant que l'autorité ne s'arrêtera pas à mi-chemin et continuera à porter le fardeau des capacités pour un meilleur rendement ", a-t-il dit.

L'un des bénéficiaires de cette formation, le coordonnateur provincial du Haut-Katanga, Jean-Pierre Ilunga Ngwez, a reconnu que c'est un renforcement des capacités qui leur permettra de faire la restitution auprès des autorités provinciales et de leurs collaborateurs restés en province.

Même réaction pour Mme Marie-Agnès Mihala Gukabuka, chef de division et coordinatrice urbaine au niveau du MEDD/Mont-Amba, qui a promis de capitaliser et surtout de répercuter tout ce qui a été appris pendant quatre jours, auprès des collaborateurs de la coordination urbaine de la ville province de Kinshasa. " A travers cette formation, il y a eu un changement notable parce que les conditions dans lesquelles nous avons suivi cette formation ont été bonnes. Les formateurs ont été à la hauteur et à l'écoute de toutes les préoccupations qui leur ont été soumises et chaque participant a été satisfait ", a-t-elle dit.

Organisée par le ministère de l'EDD, cet atelier a permis aux cadres techniques provinciaux et urbains déployés à l'intérieur du pays pour la coordination et la gestion des activités relatives à l'environnement, de disposer des connaissances pratiques sur les aspects liés au changement climatique, à la bonne gouvernance des ressources naturelles, aux tourbières, à l'éthique et déontologie.

A noter que cette formation a également bénéficié de l'expertise de plusieurs formateurs internationaux venus de Libreville (Gabon), Yaoundé (Cameroun), Accra (Ghana) et Rome (Italie).

Sécurisation de la main-d'œuvre congolaise

La VSV demande aux autorités de rendre effective les recommandations issues des pourparlers entre syndicats et employeurs Indo-Pakistanaï et Chinois

La Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme (VSV) reste préoccupée par la situation des employés rd-congolais des maisons de commerce détenues par les indo-pakistanaï et les chinois, surtout après les récents pourparlers entre les délégués des syndicats du secteur du commerce, représentant les employés concernés, les délégués de leurs employeurs et les représentants du ministère de l'Emploi, Travail et Prévoyance Sociale. A l'issue de ces pourparlers, les grévistes avaient accepté de suspendre leur mouvement de grève lundi 11 juillet 2022, en attendant que leurs employeurs répondent à leurs revendications dont entre autres, l'amélioration de leurs conditions socio-professionnelles à travers l'application stricte du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) dans leur rémunération.

Dans un communiqué de presse, la VSV rappelle que les employés de ce secteur avaient décrété une grève générale en date du 27 juin 2022, en vue de dénoncer les mauvaises con-

ditions socio-professionnelles auxquelles ils sont soumis par leurs employeurs et réclament entre autres :

- La fin de la sous-traitance dans l'engagement du personnel, œuvre des Services Privés de Placement (SPP) ;
- L'application du Salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) en vue d'améliorer leur rémunération ;
- La signature d'un contrat de travail entre les employeurs et les employés de ce secteur ;
- Le respect de l'horaire de travail par leurs employeurs qui les obligent de travailler au-delà des heures requises, même le samedi et le dimanche sans payer les heures supplémentaires...

Selon les informations parvenues à la VSV, les employés des maisons de commerce détenues par les Indo-pakistanaï et chinois ne sont pas sûrs de l'effectivité de la mise en œuvre des recommandations issues des pourparlers entre les délégués de syndicat des employés, des employeurs et

le gouvernement rd-congolais, car selon ces employés, il y a eu autant des pourparlers similaires, sans que les recommandations prises ne soient appliquées.

En vue de rétablir les employés de ce secteur dans leurs droits, la VSV recommande au gouvernement rd-congolais de :

- Faire le suivi rigoureux pour la concrétisation effective des promesses issues des derniers pourparlers avec les syndicats du secteur du commerce en vue de l'amélioration des conditions socio-professionnelles des travailleurs ;
- Obliger les employeurs du secteur du commerce à appliquer le SMIG dans la rémunération de leurs employés et imposer la signature d'un contrat de travail ainsi que le respect de l'horaire de travail ;
- Sanctionner sévèrement les employeurs de ce secteur qui ne se conformeraient pas aux recommandations issues desdits pourparlers.

J.W

La VSV invite les autorités à prendre des mesures concrètes pour sécuriser les commerçants et leurs marchandises

Par José Wakadila

La Voix des Sans Voix pour les Droits de l'Homme (VSV) dit suivre avec une attention particulière, la situation sécuritaire qui sévit dans l'Est de la RDC depuis la réapparition en mars 2022, du Mouvement du 23 Mars (M23), lequel prétexte que le gouvernement rd-congolais n'a pas respecté les accords relatifs à la démobilisation et la réinsertion de ses combattants, une situation qui ne cesse de plonger de plus en plus la population de cette partie du pays en général et particulièrement les commerçants, dans l'incertitude totale concernant leur sécurité ainsi que l'évacuation de leurs marchandises et autres produits divers.

Dans un communiqué de presse, la VSV explique que depuis plus de deux décennies, les acteurs de la société civile y compris les responsables religieux ainsi que la population congo-

laise, ne cessent d'exprimer leur ras-le-bol face au contexte sécuritaire pré-occupant de l'Est de la RDC, précisément au Nord-Kivu et en Ituri, où les différents groupes armés dont les ADF, le M23 et consorts, ne cessent de massacrer la population civile longtemps meurtrie et ce, suite à l'absence de la restauration de l'autorité de l'Etat dans cette partie du pays.

"Nul n'ignore que depuis la reprise des affrontements entre les rebelles du M23 et les Forces Armées de la RD Congo (FARDC), plusieurs biens des civils y compris les marchandises des commerçants font l'objet d'attaques et d'incendies récurrents de la part des rebelles", peut-on lire dans ce communiqué qui souligne qu'en date du 19 avril 2022, cinq (5) véhicules dont deux (2) gros camions transportant des marchandises des commerçants, ont été brûlés par les rebelles ADF sur l'axe routier Beni-

Kasindi dans la province du Nord-Kivu. Ces cinq (5) véhicules transportant des marchandises sont tombés dans une embuscade des rebelles ADF et les conducteurs ont réussi à s'échapper.

Le communiqué poursuit que, dans la nuit du dimanche 29 à lundi 30 mai 2022, cinq (5) autres véhicules transportant des marchandises des commerçants ont été incendiés par les rebelles ADF sur l'axe routier Beni-Kasindi, occasionnant ainsi la mort de plus d'une dizaine des personnes et d'autres portées disparues. Le cas le plus récent en date du 14 juillet 2022, est celui de l'attaque d'un convoi des véhicules transportant des personnes et des marchandises sur la route reliant Luna à Komanda dans la province de l'Ituri. Un véhicule faisant partie du convoi a été incendié. Cette situation ne cesse de plonger non seulement la population mais

également des commerçants dans une psychose totale.

Renforcer la sécurité des commerçants et leurs marchandises

Pour la VSV, il est important que les autorités rd-congolaises auxquelles incombe la mission de protéger et sécuriser la population congolaise et ses biens, puissent impérativement prendre des mesures concrètes pour sécuriser les personnes y compris les commerçants et leurs marchandises.

En outre, les autorités congolaises ont tout intérêt de renforcer la sécurité sur l'axe routier Beni-Kasindi, Luna-Komanda et consorts, afin de garantir la sécurité non seulement des populations civiles et leurs biens, mais également des commerçants œuvrant dans cette partie de la RD Congo, afin d'éviter la carence des produits de première nécessité et surtout des produits vivriers dans cette partie du pays.

Le directeur général de l'OVD s'imprègne de l'évolution des travaux de la boucle de l'Hôtel de ville

Le directeur général de l'Office des Voiries et drainage (OVD), Victor Tumba Tshikela, s'est imprégné de l'évolution des travaux de la Boucle de l'Hôtel de ville de Kinshasa, vendredi au cours d'une visite surprise de ce chantier.

Inscrits dans le cadre du programme "zéro trou" sur les artères de la ville de Kinshasa, ces travaux sont financés par le trésor public et s'étalent sur une durée de six mois.

Ils consistent en bétonnage de la

rasuré le Directeur général de l'exécution sans faille des travaux de modernisation de la voirie autour de l'Hôtel de ville.

Pour rappel, le ministre d'Etat en charge des Infrastructures et travaux publics, Alexis Gisaro, avait effectué le mardi dernier une visite des chantiers dans la Tshangu, Funa et Mont-Amba dans le cadre de ce programme.

Il a relevé, à cet effet, que les travaux sont à la satisfaction de la po-



Image d'illustration. Photo Droits Tiers

chaussée des avenues du Marais, Haut Congo et du Jardin botanique et en la construction des ouvrages d'assainissement par le groupement d'entreprises CESTARI Mario Sarl et SOKERICIO Sarl.

Sur place, le Directeur général a fait des recommandations précises au bureau de contrôle sur le suivi du bétonnage de la chaussée qu'il a recommandé être à la chaîne sans interruption en vue de son mariage.

L'entreprise exécutante, par le truchement de son chef de chantier, a

population, et qu'ils sont dans la phase terminale.

Le projet avait pour objectif de réhabiliter près de cinquante artères, en vue de faciliter la circulation des personnes et de leurs biens ce, selon la volonté du Chef de l'Etat Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo.

Les travaux, dans le cadre de ce projet, ont une spécificité à savoir la chaussée en béton armé sur des parties marécageuses et bitume sur une terre fermée.

ACP/LRP

Kananga : ANSER lance le projet d'électrification de l'espace Kasai

L'Agence nationale de l'électrification et des services énergétiques en milieu rural et péri-urbain (ANSER) a lancé vendredi 15 juillet à Kananga le projet d'électrification de l'espace Kasai.

Le Directeur général de cet établissement public, Idesbalt Chinamula a

Quid de l'ANSER ?

L'Agence nationale de l'électrification et des services énergétiques en milieu rural et péri-urbain (ANSER) est établissement public mis en place par le président de la République pour apporter l'énergie électrique dans le



expliqué que la première phase de ce programme pourra se clôturer dans les six prochains mois.

Il a également précisé que ce projet financé sur fonds propres du gouvernement congolais entend électrifier les 26 territoires pilotes de l'espace Kasai sur les 145 que compte le pays : "Le gouvernement a posé un premier geste, en nous donnant un budget important. Nous avons déjà lancé des études sur terrain. Nous avons 14 projets concrets qui ciblent les 26 territoires, repartis dans les 5 provinces de l'espace Grand-Kasai".

Pour Idesbalt Chinamula, ces projets consistent à mettre en place des mini-réseaux solaires et hydro-électriques qui vont alimenter les milieux industriels mais aussi les ménages.

Il a par ailleurs souligné que l'ANSER est chargée de régler les questions de l'électricité dans le projet de développement de 145 territoires de la RDC.

Congo profond au profit des paysans.

Fournir l'électricité dans le milieu urbain est la vision première de cette agence. Mais au-delà d'un simple éclairage, la finalité sera de permettre à ces paysans de transformer et augmenter la valeur de leurs produits agricoles pour une plus-value dans l'économie du pays.

"Notre premier point d'entrée, c'est éclairer la RDC dans sa profondeur. C'est ça la vision : que la RDC soit éclairée le plus large possible. Mais la lumière, allumer les ampoules, c'est pour nous un point de départ. Parce que l'idée, c'est d'aller vers la transformation, permettre à ce que les paysans, à travers de l'énergie, non seulement aient la lumière, mais puisse l'utiliser pour transformer leurs produits agricoles, augmenter la valeur. C'est ça qui va rendre notre économie résiliente", a expliqué le 13 août 2021, le directeur général d'ANSER, M. Idesbald Chinamula.

LRP

Construction de l'usine de l'Ozone d'une capacité de 330.000 m³/jour

Mwimpe Mutungilayi Lebon Martin : " La situation de la desserte en eau potable devrait s'améliorer dans la ville de Kinshasa dans les prochains mois "

Par Bibiche Mungungu

La situation de la desserte en eau potable devrait s'améliorer dans les prochains mois dans la ville de

première phase de cette usine sont en cours d'achèvement et seront inaugurés d'ici à mi-décembre 2022 par le président de la République, Félix-An-

(Bandalungwa, Kasa-Vubu, Ngiri-Ngiri, Bumbu, Makala et Kalamu) ; phase III : Kinshasa/Est (Masina,

Il est vrai que Kinshasa en lui seul a besoin de 1.000.000 m³ d'eau par jour pour répondre aux besoins des



Kinshasa grâce à la construction d'une usine de traitement d'eau potable à BINZA Ozone d'une capacité finale de 330 000m³/jour en trois phases de 110 000 m³/jour chacune, a confirmé le Responsable Administratif & Financier Intérimaire de la Cellule d'Exécution des Projets-Eau (CEP-O), Mwimpe Mutungilayi Lebon Martin, à l'issue d'un entretien, mercredi 13 juillet 2022 avec la presse dans son Office de travail. Cet investissement, comme indiqué ci-dessus, sera réalisé en trois phases, dont deux d'entre-elles, la première et troisième, sous financement de la Banque mondiale et la deuxième sous le financement des Fonds de l'OPEP pour le développement international (OFID), pour le bonheur des Congolais.

Les travaux de la deuxième phase, dont le contrat a été signé le 27 juin 2022, seront bientôt lancés. En ce qui concerne la troisième phase, le processus de passation des marchés est en cours.

Les zones d'influence des phases I, II et III de l'Usine sont les suivantes : phase I Kinshasa Ouest : (i) Ngaliema (Binza Ozone, Ma campagne, Météo, Binza-Delvaux, D'jelo Binza, Ngomba Kikusa, Kinsuka Pêcheur) ;

(ii) Mont-ngafula (Mbudi, Lutendele, Kimbuala, CPA et Malueka ; (iii) Kintambo ; (iv) Selembao (Cité verte, Badiadingi et Kitokimosi, Cité Maman Mobutu, Kimbondo et Mitendi) ;

Les travaux de construction de la

phase II : Kinshasa Nord-Sud

N'Djili et Kimbaseke).

M. Mwimpe Mutungilayi Lebon Martin, a aussi évoqué la mise en place des deux autres Projets sous financement de la Banque mondiale à savoir AGREE et Rural. Ces derniers vont s'étendre à l'intérieur du pays.

Il a par ailleurs, rassuré les congolais en général et les Kinois en particulier de prendre patience étant donné que les grands investissements prennent du temps pour être mis en place suite aux études d'impact environnemental exigées pour la réalisation de tel type d'investissement.

congolais. " A l'heure actuelle, bien que nous soyons en train de nous déployer pour en faire plus, nous ne saurons pas atteindre les 1.000.000 m³ le jour. Toutefois, ce qui va être fait, je pense que 70% de la population de Kinshasa sera satisfaite", a-t-il indiqué.

Il sied de noter que ces travaux se réalisent sous le leadership du Coordonnateur Lumeka Ditalua Philippe avec l'appui de ses collaborateurs à tous les niveaux à l'effet de matérialiser la vision du président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo dans le secteur eau et assainissement.

Modernisation des aéroports : les ministres congolais et sud-africain des Transports en visite de prospection à Mbuji-Mayi

Le ministre des Transports, Voies de communication et désenclavement Chérubin Okende

Bipemba. Le ministre congolais a justifié la présence à Mbuji-Mayi de son homo-



Travaux de réhabilitation et modernisation de l'aéroport de Bipemba à Mbuji-Mayi au Kasai-Oriental. Ministère des Transports

gouvernements congolais et sud-africain veulent collaborer en vue de moderniser les infrastructures aéroportuaires de la RDC en copiant le modèle sud-africain.

Ils ont visité la piste d'atterrissage en cours de construction. Un nouveau tarmac se construit dans cet aéroport du Kasai-Oriental.

" C'est une visite de prospection pour la modernisation des infrastructures aéroportuaires en République Démocratique du Congo. A cette étape, nous devrions nous rendre compte des travaux lancés dans cet aéroport de Mbuji-Mayi. C'est une démarche qui traduit la vision de nos deux chefs d'Etat, pour la diplomatie de développement. Nous voudrions bien partager nos expériences pour arriver à une véritable renaissance de l'Afrique ", a indiqué Chérubin

Okende.

" Il faut souligner que le modèle sud-africain est très développé et nous voudrions bien nous inspirer de ce modèle pour atteindre les mêmes performances dans notre pays. Un véritable acquis c'est que le ministre sud-Africain et moi-même, sommes déterminés à conjuguer nos efforts pour renforcer le partenariat. Et l'expérience sud-africaine va nous aider dans cette marche de modernisation de nos infrastructures. Ils sont aussi bien disposés à développer le secteur de transport d'une manière générale en République Démocratique du Congo ", a ajouté M. Okende.

Les deux ministres ont aussi inspecté les infrastructures aéroportuaires de Mbandaka, Muanda, Goma et Kolwezi.

Senga et son homologue Sud-Africain Fikile Mbalula ont visité samedi 16 juillet à Mbuji-Mayi, l'aéroport de

logue Fikile Mbalula ainsi que des hauts responsables du secteur aérien d'Afrique du Sud par le fait que les

Grâce à la convention signée avec l'hôtel de ville de Kinshasa

La société Ok Plast a exécuté les travaux de curage du pont Sendwe

*** Les eaux de la rivière coulent à merveille**

Par Bibiche Mungungu
Dans le cadre des clauses de la convention signée avec l'Hôtel de ville, la société Ok Plast vient de dé-

ment de la ville de Kinshasa. Samedi 16 juillet 2022, l'eau a coulé de nouveau sous le pont de la rivière Kalamu au niveau du boulevard Sendwe où le

10 tonnes de déchets plastiques et ménagers entassés depuis plusieurs années ont été évacués du lieu. C'était en présence de la commissaire générale en charge de l'Environnement de la ville de Kinshasa, Mme Laetitia Bena Kabamba.

C'est une joie immense pour la population kinoise en général et de Kalamu en particulier, de voir cet endroit nauséabond, difficile à regarder, revêtir un nouveau visage. Sur le lieu, le tracteur a travaillé sous l'encouragement de la population désespérée de leur sort qui se demandait que faire pendant la saison des pluies, quand elle est victime des inondations dévastatrices.

Interviewé par la presse, le délégué du Groupe Angel, Jérôme Sekana Pene Papa, a rappelé le partenariat qui existe entre la société Ok Plast à travers le Projet "Kintoko", avec le gouvernement provincial de la ville de Kinshasa qui dirige le gouverneur Gentiny Ngobila. Inaugurée depuis 14 avril 2022 par le président de la République, Felix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, l'usine Kintoko, filiale de la société Ok Plast apporte son appui dans le recyclage des déchets plastiques pour la fabrication des produits finis. Elle s'est engagée dans l'assainissement de la ville pour soutenir l'opération "Kinshasa Bopeto", lancée par le premier citoyen de la ville de Kinshasa.

Il a fait savoir que la ville de Kinshasa produit 10.000 tonnes/jour d'ordures ménagères, dont 40% sont des matières plastiques. Le pays importe les granulés PET qui viennent d'ailleurs et coûtent chers. Voilà pourquoi l'usine "Kintoko" est là pour la fabrication de ces granulés sur base des bouteilles recyclées avec une capacité de traitement de 50 tonnes de bouteilles par jour.

La société Ok Plast dispose déjà d'une centaine de terrains qu'elle occupe progressivement pour l'installation des points de collecte. Dans le

le boulevard Lumumba. Il a fait savoir que "Kinshasa Bopeto" n'est pas un slogan. Elle a donné naissance à une usine de 15 millions d'euros d'investissement pour recycler des bouteilles plastiques. "Une première du genre en Afrique centrale. La seule usine ne suffit pas. L'objectif est de construire 5 usines du genre à Kinshasa pour prétendre à un assainissement durable de la capitale. Mais l'intention est de nous déployer sur l'ensemble du territoire national", a-t-il insisté.

Très satisfaite des travaux réalisés par Ok Plast, Mme le commissaire général de la ville de Kinshasa en matière d'environnement, Laetitia Bena Kabamba, a loué les efforts du projet "Kintoko" qu'il a appelé "notre bébé". Elle a avoué que le gouverneur suit de près ce projet.

Au-delà des points de collecte des déchets, il y a bien évidemment des centres de compactage de ces bouteilles plastiques. Il est vrai que l'entreprise ramasse par jour 20 tonnes des déchets plastiques. Il est temps de faire la promotion de l'économie circulaire.

Elle a saisi cette occasion pour remercier le Chef de l'Etat, qui appuie le programme Kinshasa Bopeto. Il est prévu également le lancement dans les tout prochains jours, de la campagne de propreté publique à grande échelle. " Nous voulons laisser des traces indélébiles et que le partenariat public-privé soit efficace et significatif. Ma fierté est de voir ce projet se réaliser et que nous sommes fiers de voir que le partenaire a tenu parole", a-t-elle rassuré.

Laetitia Bena Kabamba a rappelé l'arrêté signé par le gouverneur de la ville pour le tri des déchets. La ville disponibilise trois sacs poubelles de couleurs jaune, bleu et blanc. Le sac blanc recueille les bouteilles plastiques ; le sac bleu reçoit les déchets



Une pelle mécanique de la société Ok Plast cure la rivière Kalamu au niveau du pont Sendwe

marrer avec les travaux d'assainissement collecteur était complètement bouché.

Tony Mwaba lance ce lundi à partir de Kolwezi, la session ordinaire de l'Examen d'Etat édition 2021-2022

Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et technique (EPST), le Pr Tony Mwaba Kazadi,

lection et d'orientation scolaire et professionnelle (TENASOSP). Précisons que ce test permet une bonne orien-



procède, ce lundi 18 juillet à Kolwezi chef-lieu de la province du Lualaba, au lancement de la session ordinaire de l'Examen d'Etat édition 2021-2022 sur toute l'étendue du territoire national.

Ces épreuves certificatives, indique-t-on, concernent essentiellement les élèves finalistes des humanités du cycle long et court.

L'on rappelle qu'après avoir lancé, le mardi 5 juillet, les épreuves de l'ENAPEF à partir de la ville de Kisangani dans la province de la Tshopo, le ministre de l'EPST a séjourné depuis mardi 12 juillet dans le Grand-Katanga où il a lancé jeudi 14 du même mois, le Test national de sé-

tation des élèves en tenant compte des capacités et aptitudes de chacun. Il a pour objectif " de sanctionner la fin du cycle terminal de l'enseignement de base, de dégager le profil psychologique de l'élève, d'orienter l'élève selon ses aptitudes, ses goûts... vers le type d'enseignement organisé aux humanités et/ou au cycle court professionnel... "

Relevons qu'à Lubumbashi, il s'est imprégné de la mise en application de la gratuité de l'enseignement primaire dans cette entité avant de présider la réunion sur les états des lieux de l'EPST dans le Haut-Katanga.

DMK



Mme Laetitia Bena Kabamba reçoit les explications du délégué du Groupe Angel, M. Jérôme Sekana

cadre de la convention signée avec la ville de Kinshasa, Kintoko de la société Ok Plast démarre avec les travaux d'assainissement. Deux sites ont été choisis en premier. Il s'agit du pont Sendwe sur la rivière Kalamu et les ponts de la 1ère rue Limete sur

biodégradables et le sac jaune, les déchets non biodégradables. Elle a par ailleurs invité les autorités politico-administratives d'accompagner cette action pour vivre dans un environnement sain.

Esclavage : les pays qui se sont excusés et ceux qui ne l'ont pas fait

Les excuses pour la traite et l'esclavage se multiplient, avec ou sans polémiques sur la " repentance " dans les anciennes métropoles coloniales. Qui en a présenté - ou pas - et comment ? Tour d'horizon chronologique, en commençant par les faits les plus récents.

mier ministre Tony Blair.

La monarchie emboîte le pas de la Banque centrale et de grandes entreprises comme Lloyds Bank, Royal

pliqué que " l'arrivée, il y a 500 ans, des Espagnols sur le territoire mexicain actuel ne peut pas être jugée à l'aune des considérations contemporaines ".

* Le sujet ne fait pas débat au Portugal

Le Portugal fut la première puissance à s'engager dans la traite transatlantique et ses colonies africaines étaient de peuplement. Pourtant, il n'est, pour l'instant, pas question de présenter quelque excuse que ce soit.

* En Italie, des excuses limitées à la Libye

En 2008, l'Italie de Silvio Berlusconi a présenté ses excuses solennelles à la Libye du colonel Kadhafi et s'est engagée à verser 5 milliards de dollars sur 25 ans au titre de dédommagements pour les crimes coloniaux dans la première moitié du XXe siècle. En contrepartie, l'engagement de Tripoli à lutter contre la migration clandestine a été obtenu. Mais sur l'esclavage, qui reste d'actualité aussi bien en Libye qu'en Italie avec la traite moderne de migrants, rien.

* Pleines excuses de la nation aux États-Unis

Bill Clinton a exprimé des " regrets " pour l'esclavage lors d'un déplacement en Ouganda en 1998, tandis que le Congrès a adopté une résolution présentant des " excuses " aux Afro-Américains en 2008. L'élection de Barack Obama, a débouché sur les pleines excuses du Sénat " au nom de la nation " au titre de l'esclavage et de la ségrégation, en juin 2009. Aux États-Unis, les débats portent surtout sur les réparations, qui sont étudiées par une commission parlementaire.

* Un crime contre l'humanité pour la France en 2001

Plutôt que des excuses, la France a adopté une loi qui porte le nom de la députée socialiste qu'était alors Christiane Taubira, le 10 mai 2001, reconnaissant comme crimes contre l'humanité " la traite des Noirs et l'esclavage des populations africaines, amérindiennes, malgaches et indiennes, perpétrés en Amérique et aux Caraïbes, dans l'océan Indien et en Europe, à partir du XVIe siècle ". Depuis, l'esclavage est inscrit dans les programmes scolaires d'histoire et chaque année, son abolition fait l'objet d'une commémoration officielle le 10 mai. À cette occasion, le président socialiste François Hollande a déclaré en 2013 que la traite était un " outrage fait par la France à la France, à son propre honneur, à sa propre grandeur ", ainsi qu'une " monstrueuse entreprise qui a réduit des êtres humains à l'état d'animal ".

RFI/LRP



Sculpture en mémoire de 2 200 enfants réduits en esclavage, morts dans la paroisse St. John the Baptist, entre les années 1820 et 1860, à la Whitney Plantation à Edgard, en Louisiane, aux États-Unis. AP - Gerald Herbert

* Amsterdam, ABN Amro et la Banque centrale s'excusent aux Pays-Bas, pas encore le gouvernement

La Haye a reporté fin juin des excuses prévues pour le 1er juillet, date anniversaire de l'abolition de l'esclavage, en 1863, dans ses ex-colonies (Surinam, Caraïbes, Indonésie). Il faut beaucoup de temps aux autorités pour apurer le passé. La responsabilité dans la déportation quasi totale des juifs néerlandais a été reconnue sur le tard, en 2020, avec les excuses aussi officielles qu'inattendues du Premier ministre Mark Rutte. Sur l'esclavage, il estime qu'il y a un risque de " polarisation " de la société. Seulement 35 % des Néerlandais soutiennent des excuses à ce titre, selon un sondage Een Vandag.

Il faudra attendre l'automne pour savoir si les excuses, recommandées en 2021 par un comité spécial institué par le gouvernement, seront faites ou non. La coalition au pouvoir est divisée. La droite estime que " les contemporains ne peuvent être tenus pour responsables des agissements de leurs ancêtres ", tandis que les partis de centre et chrétiens plaident pour un " geste de réconciliation ".

La ville d'Amsterdam, dirigée l'écologiste Femke Halsema, et la Banque ABN Amro ont pris les devants. Elles ont présenté des excuses au titre de leur participation dans l'esclavage, pour la première en juillet 2021 et la seconde en avril 2022. La Banque centrale leur a emboîté le pas le 1er juillet dernier, après de " profonds regrets " qui n'ont pas sans doute pas suffi en février 2022. L'institution publique s'est finalement excusée, et a reconnu avoir payé des indemnités à ses directeurs et des planteurs après

l'abolition de l'esclavage.

* Belgique : " regrets " royaux et excuses recommandées pour l'esclavage

La Belgique, par la voix de son roi Philippe, a émis de " profonds regrets " en juin 2021 et juin 2022 pour la colonisation au Congo - ce qui englobe les pratiques esclavagistes qui y avaient libre cours, notamment dans les plantations de caoutchouc sous le règne de Léopold II. Des " excuses " ont été prononcées le 20 juin par le Premier ministre Alexander de Croo pour le meurtre de Patrice Lumumba, père de l'Indépendance de l'actuelle République démocratique du Congo (RDC).

Fin octobre 2021, dix experts mandatés par une commission parlementaire spéciale ont rendu un rapport sur le passé colonial qui recommande des réparations, comme la présentation d'excuses officielles et la restitution d'œuvres volées. C'est sur la restitution que les avancées les plus probantes sont faites à ce jour, en attendant la clôture des travaux de la Commission parlementaire instituée en décembre 2021 sur le passé colonial au Congo, au Rwanda et au Burundi.

* La Couronne s'excuse en Grande-Bretagne

En visite en Jamaïque le 23 mars dernier, le prince William a présenté au nom du royaume de Grande-Bretagne ses excuses solennelles quant au commerce d'esclaves. " Je tiens à exprimer ma profonde tristesse. L'esclavage était odieux et cela n'aurait jamais dû arriver ", a ainsi reconnu le duc de Cambridge. Il met fin à une politique de " profonds regrets " sans excuses portée en 2006 par le Pre-

mier ministre Tony Blair. La monarchie emboîte le pas de la Banque centrale et de grandes entreprises comme Lloyds Bank, Royal Bank of Scotland et le brasseur Greene King, qui ont reconnu en juin 2020 avoir bénéficié de la déportation de plus de 10 millions d'Africains entre les XVIe et XIXe siècle. Le tout, dans un contexte de manifestations mondiales contre le racisme après le meurtre de George Floyd aux États-Unis, mais aussi de révélations faites par la base de données " Legacies of British slave-ownership " de l'University College of London (UCL).

* L'Allemagne s'excuse pour génocides, mais pas l'esclavage

L'Allemagne n'a pas pris de position claire à ce jour sur l'esclavage ou son passé colonial. Elle a reconnu en 2004 les génocides commis au début du XXe siècle en Namibie contre les peuples nama et herero, et s'en est excusée le 28 mai 2021. Avec à la clé, des projets de développement financés pour 1,1 milliard d'euros sur 30 ans. Une manière de contourner des demandes de réparations plus importantes, sur le modèle des 820 millions de dollars (valeur de 1952) versés à Israël après la Seconde guerre mondiale.

* Refus espagnol

De son côté, l'Espagne refuse de présenter des excuses publiques pour le passé colonial, l'esclavage ou le génocide des peuples aztèques et mayas. Excuses ardemment demandées au roi d'Espagne par deux fois, en mars 2019 et août 2021, par Andrés Manuel Lopez Obrador, le président du Mexique, de même que par le Venezuela de Nicolas Maduro en 2021. Madrid se montre catégorique : c'est trois fois non. Le gouvernement socialiste de l'Espagne a " fermement rejeté le contenu " de la première lettre d'Obrador au roi Felipe VI, et ex-

CAN 2022 Féminine : Janine van Wyk, plus qu'une footballeuse sud-africaine

À 35 ans, Janine van Wyk dispute sa huitième et dernière Coupe d'Afrique des nations féminine. Au Maroc, la charismatique capitaine sud-africaine espère bien se qualifier pour la prochaine Coupe du monde avant de prendre sa retraite internationale. Une victoire à la CAN 2022 et une participation au Mondial 2023 avec les Banyana Banyana parachèveraient sa carrière unique, qui a dépassé les limites des terrains de football.



La Sud-Africaine Janine van Wyk lors de la Coupe du monde 2019. Corbis via Getty Images - Tim Clayton - Corbis

On ne verra bientôt plus sa crinière blonde sur les terrains de la Coupe d'Afrique des nations. Après huit phases finales consécutives, Janine van Wyk a décidé de dire adieu à la CAN. La défenseuse de 35 ans étirera sa

carrière internationale si, et seulement si, l'équipe nationale sud-africaine se qualifie pour les demi-finales de la CAN 2022 et donc pour la Coupe du monde 2023. " Ce serait mon dernier tournoi pour mon pays, car j'aimerais terminer ma carrière en beauté et ce serait l'événement parfait et idéal pour ça ", explique celle qui figure dans le XI africain de rêve des années 2010. Janine van Wyk a vécu l'ivresse de deux Jeux olympiques (2012, 2016) et d'une Coupe du monde (2019), la première de l'histoire des Banyana Banyana. Mais jamais celle d'un titre continental. " C'est l'un des objectifs que j'aimerais atteindre avant de prendre ma retraite ", concède celle qui s'est inclinée aux tirs au but face au Nigeria, en finale de la dernière CAN. Mais elle assure que ce n'est pas cette quête de titre qui la pousse à continuer. " J'ai fait de nombreux sacrifices tout au long de ma carrière pour en arriver là, et c'est ce qui me motive à continuer à donner tout ce que j'ai à ce jeu ", souligne-t-elle.

D'une équipe de township à son propre club

Le parcours de Janine van Wyk n'est pas commun. Celle qui est née et a grandi dans la région de Johannesburg a découvert le football dans un environnement afrikaner. Mais pour vivre

donc la fondatrice, patronne et... joueuse du club. Beaucoup de filles ont été discriminées pour avoir joué avec des garçons et ont arrêté de jouer : je voulais changer cela. " L'ex-pensionnaire du Houston Dash (États-Unis) et de Glasgow City (Écosse) a été contemporaine de bien des drames dans le monde du foot féminin, y compris des pires, comme le viol et le meurtre de son ex-partenaire en équipe nationale, Eudy Simelane, en 2008. " C'est triste de savoir qu'il y a tant d'athlètes féminines victimes d'abus dans le sport, lâche cette apôtre de la diversité et militante de la cause LGBT. C'est difficile de gérer car nous savons que c'était autrefois considéré comme un sport à prédominance masculine ".

Source d'inspiration

Du haut de ses 35 ans et ses quelques 180 matches en équipe nationale (records féminin et masculin confondus, en Afrique du Sud), elle a toutefois eu l'occasion de voir les choses évoluer dans le bon sens. " Le football féminin a acquis une reconnaissance depuis quelques années, estime-t-elle. Il y a désormais possibilité d'y faire carrière, non seulement sur le terrain mais aussi en dehors, comme avec les présentatrices, les expertes, les entraîneuses, etc. " Et lorsqu'on demande à la footbal-

CAN Handball Égypte 2022 : " La Tunisie a beaucoup d'expérience... et nous n'avons pas d'explication sur ça ", explique Kevyn Nyokas

Les Léopards Handball messieurs de la République Démocratique du Congo (RDC) ont été défaits, après prolongations, (34-40) par leurs homologues tunisiens. C'était dans le cadre des quarts de finale de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN). Le tournoi se déroule en Égypte. Les Fauves congolais s'arrêtent,

fiant et à l'avenir de notre sélection. On était super motivé parce qu'on voulait gagner ce match, mais nous l'avons perdu dans les derniers instants. La Tunisie a beaucoup d'expérience... et nous n'avons pas d'explication sur ça ", a déclaré Kevyn Nyokas, le joueur du Metalburg Skopje (Macédoine/D1)



Kevyn Nyokas

ils s'étaient déjà arrêtés il y a deux ans au Cameroun. Ils ont tout donné, mais ils étaient devant l'une des meilleures nations africaines de cette discipline et qui est favorite pour le titre final.

" L'aventure n'est pas terminée parce qu'il y a encore une chance de nous qualifier. Nous sommes con-

Rien n'est encore perdu pour les Congolais dans la quête de leur objectif qui est d'accrocher une place en Coupe du monde. Ils vont disputer les matchs de classement où ils seront obligés de prendre la 5ème place, qualificative pour le tournoi mondial.

24 sur 24 CD / LRP



La Sud-Africaine Janine van Wyk lors des Jeux olympiques 2012 de Londres. Getty Images - Stuart Franklin - FIFA

sa passion, celle qui était alors encore une jeune fille a rejoint le club d'un township, Springs Home Sweepers. Un culot qui a visiblement plu aux habitants de KwaThema. " J'avais l'habitude d'attirer une foule au stade simplement parce que les gens voulaient voir la fille blanche jouer au football ", racontait-elle à la BBC en 2019.

En 2012, en parallèle de sa carrière professionnelle, Janine van Wyk se lance dans un projet iconoclaste. Elle crée un club de football, le JVV FC, sur ses propres fonds, afin de faire éclore de nouveaux talents. " Le club a été créé dans le but d'offrir d'aider les filles à pratiquer ce sport dans un environnement confortable, afin d'explorer leur talent, assure celle qui est

leuse si elle se verrait aller justement jusqu'à la présidence de sa fédération, elle répond, amusée : " Cela me semble un peu trop politique ! Mais je travaille en revanche à devenir un jour entraîneuse de football. Que ce soit pour diriger les Banyana Banyana ou un club/pays à l'étranger. J'adorerais travailler dans ce domaine, un jour. " Elle conclut, pleine de fierté : " Je sais que j'ai beaucoup contribué au football féminin dans mon pays, influencé de nombreuses filles à être la meilleure version d'elles-mêmes et fait de mon mieux pour servir l'Afrique du Sud en tant que leader dans ce jeu. Et je continuerai à être un modèle pour la prochaine génération de joueuses et à les encourager à également ouvrir la voie à d'autres. "

RFI/LRP

President Félix Tshisekedi insists on the local transformation of DRC wood

The President of the Republic, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, insisted on the need to accelerate the establishment of partnerships to ensure the local processing of wood, for the benefit of the Congolese, in his communication at the 61st meeting of the Council of Ministers, which he chaired last Friday by videoconference, from his office in the city of the African Union.

According to the spokesperson for the government of the Republic, the Minister in charge of Communication and Media, Patrick Muyaya, the Head of State also insisted on improving strategies for controlling the traceability of DRC wood.

However, he added, the President of the Republic deplored the disruption of the activities of certain communities and entrepreneurs following precautionary measures, the impact of which is felt in a negative way. The artisanal exploitation of wood being regulated by law, the Head of State recalled the obligation to ensure rather appropriate supervision measures, instead of a total deprivation of source of income to the

Congolese compatriots. To guarantee the interests of popula-

driving forces of the rural economy and a non-negligible source of income



tions living from forestry activities, the National Strategic Development Program (PNSD) has provided for the establishment of secure forest areas for local communities, which are also governed by the Forest Code, recalled the door-speaker of the government, adding that this sector is one of the

for several million Congolese.

"In accordance with the provisions of Decree No 14/018 of August 2nd, 2014 setting the terms for the allocation of forest concessions to local communities, specifically in its articles 3,4,5,15 and 18, the provincial authorities of the areas concerned

have been invited to diligently fulfill their legal obligations in this regard. These measures will help prevent abuse and fraud related to artisanal mining, ensure our populations the full enjoyment of natural resources and promote sustainable management of our forests", said Patrick Muyaya.

The Deputy Prime Minister in charge of Interior Security Decentralization and Customary Affairs was responsible for ensuring the proper execution of the prerogatives devolved to provincial governors in matters of forest management, in harmony with his colleague in charge environment and sustainable development.

It should be noted that forests can be exploited by ensuring that the standards are observed by economic operators and other actors.

Any illegality can cause a loss of earnings for the State and the entities concerned and cause damage to the environment as well as disadvantages for the socio-economic development of the local populations.

ACP/LRP

A reflection workshop on the functioning of the one-stop shop for business creation

The Minister of State in charge of Justice and Keeper of the Seals, Rose Mutombo launched on Thursday in Leon Kengo wa Dondo room of the

deepen their reflection on the optimal functioning of GUCE and on the mechanisms for its financing.

"In concrete terms, I expect partici-

Minister of State Rose Mutombo said she was convinced that the recommendations that will be produced, regarding its legal status as a public establishment, will allow the government to take up the most advantageous option for improving the business climate in the Republic Democratic Republic of Congo.

This work was launched in the presence of the representative of the

Coordinator of the business climate unit of the Presidency of the Republic, the Deputy Minister in charge of Justice, the General Secretary for Justice, the General Director of the National Agency for Promotion of Investments (ANAPI), the Managing Director of the Single Window for Business Creation and the Managing Director of the Federation of Congolese Companies.

ACP/LRP



National Institute for Judicial Training, the work of the workshop on the operation and financing of the one-stop shop for business creation (GUCE). Rose Mutombo paid tribute to the President of the Republic Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo, for his firm determination to improve the business climate in DRC, and hailed the abnegation of Prime Minister Jean-Michel Sama-Lukonde for the promotion of the business environment business, considered one of the priorities of his government program. She then asked the participants to

report on its overall situation as a one-stop shop for business creation", she said.

"The Democratic Republic of Congo is resolutely engaged in the process of implementing a business environment that guarantees legal and judicial security not only to economic operators, but also to consumers. To accommodate this, several assignments have been entrusted to my ministry, including that relating to the problem of the operation and financing of the one-stop shop for business creation", she said.

President Félix Tshisekedi Tshilombo participates in the extraordinary summit of SADC troika

The President of the Republic, Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo took part, on Thursday by videoconference, in the extraordinary summit of the Heads of State and Government of the troika of the African Development Community (SADC).

The Minister in charge of Regional Integration and Francophonie, Didier Mazenga Mukanzu, who attended this work alongside the Head of State, declared that this work had only one point on the agenda, to namely the enforcement of the mandate of SADC forces in Mozambique.

"The Heads of State of SADC troika

adopted this point, considering it necessary and important for the pacification of this country", said Didier Mazenga Mukanzu.

This decision, he said, will be adopted during the 42nd summit of SADC Heads of State and Government scheduled for Kinshasa from August 17th to 18th, during which President Félix Antoine Tshisekedi Tshilombo will take the rotating presidency of SADC, to succeed President Lazarus Chakwera of Malawi.

SADC troika is made up of Malawi, DRC and Mozambique.

ACP/LRP

La Monusco pointée comme un des maillons de la chaîne

L'on ne falsifie pas l'histoire. En tout cas celle de la République démocratique du Congo reste têtue. On aura beau concocter des plans, des stratégies pour démembrer le Congo de Simon Kimbangu, de Kasa-Vubu, de Lumumba, de Joseph-Désiré Mobutu, de Mzee Kabila, rien ne tiendra. L'on se rappelle que déjà qu'en 1960, Patrice Emery Lumumba avait tiré la sonnette d'alerte : " *La Belgique veut balkaniser le Congo* ". Il avait été suivi par Mobutu qui déclara en 1964 : " *Le Congo restera un et indivisible. Même s'il faut pactiser avec le diable pour refaire l'unité du Congo, nous le ferons* ". Mzee Laurent-Désiré Kabila tira le tesson pour prévenir les Congolais : " *La guerre se terminera là où elle a commencé* ". Toutes ces phrases sont restées inoubliables dans la mémoire collective des Congolais. Et elles commencent à tarauder les esprits. En dépit de nos divisions internes, aucun Congolais n'est prêt à sacrifier un moindre centimètre du territoire du pays. Des cartes géographiques peuvent circuler à travers le monde pour préparer les esprits au démembrement de la RDC. Tout ceci n'est qu'illusion. Le patriotisme et le nationalisme des Congolais restent deux concepts philosophiques et politiques pour lesquels ils n'entendent pas tergiverser. L'unité de la RDC est pour les Congolais une fixation. Une question de vie ou de mort. Ils ont déjà eu à démontrer qu'ils ne feront aucune concession. Ceci explique d'ailleurs la demande pressante formulée par un groupe de députés nationaux, après le retour de la relique de Patrice Emery Lumumba au pays, de voir la dépouille mortelle de Mobutu être rapatriée dans la terre de ses ancêtres. Il en est de même des autres patriotes qui ont marqué l'histoire du pays, en mal comme bien, de regagner la RDC au nom de l'unité nationale et de l'intangibilité de notre territoire. Depuis 1960, beaucoup d'eaux ont coulé sous le pont. La majorité des Congolais d'aujourd'hui, n'ont pas vécu les désordres des années 60 et sont prêts, sans oublier, à passer l'éponge sur cette période sombre de l'histoire de notre pays.

Les masques tombent

Mercredi 13 juillet, lors de sa conférence presse hebdomadaire, la Monusco (Mission de l'Organisation des Nations unies pour la stabilisation du Congo) est passée aux aveux, sans citer comme d'habitude les agresseurs de la RDC, " faute de compétence pour ce genre d'informations ", semble-t-il. Néanmoins, à une question du journaliste Venant Vidusa de la RTNC, le porte-parole de la Monusco, M. Mathias Gillmann a répondu : " Ce qui est certain, c'est que - la Représentante spéciale l'a dit au Conseil de sécurité également - le M23 se comporte de plus en plus comme une armée conventionnelle, bénéficie d'équipements qui sont

beaucoup plus sophistiqués que par le passé, et évidemment, ça interroge sur les dynamiques régionales et la nécessité que ce groupe ne bénéficie d'aucun soutien pour pouvoir continuer à exister et à mener ces attaques contre votre armée et contre nous". C'est beaucoup dire, mieux c'est tout dire. Ce qui est en partie vraie, nonobstant le chapitre le chapitre VII qui autorise à la force onusienne en RDC d'utiliser la force pour protéger les civils. Alors, sachons que nous ne pouvons rien attendre de la Monusco. Il appartient aux FARDC de se battre pour l'intégrité de notre pays.

C'est ici l'occasion de rappeler aux Congolais qu'" *ils ne doivent pas continuer à regarder le doigt, alors qu'on leur montre la lune* ".

De plus en plus, les Congolais le comprennent. La Monusco n'est qu'un des maillons de la chaîne pour matérialiser le plan machiavélique contre la RDC. Dans son interview accordée à la télévision française France 24 après la tripartite de Luanda, pince sans rire, le président rwandais, Paul Kagame a accusé la Monusco de travailler avec les FDLR. Jusqu'à aujourd'hui, cette mission onusienne en RDC n'a pipé mot sur cette accusation grave qui, pourtant, sape sa réputation. Venant d'un chef d'Etat, c'est gravissime !

Face à ce silence de la Monusco, aux Congolais de comprendre que notre salut ne viendra que de nous-mêmes.

C'est dans ce cadre qu'il faudra mettre la montée au créneau de Modeste Bahati Lukwebo. Très en colère contre l'Onu que le général français De Gaulle qualifia de " machin " et la Monusco, il a dénoncé un complot total. " *20.000 soldats qui sont là depuis 22 ans mais on n'a pas la paix*", s'est-il écrié.

Comme on peut le constater, cette insécurité dans l'Est du pays entretenue par les groupes armés locaux et étrangers depuis un quart de siècle commence plus que jamais, à exaspérer tous les Congolais voire certaines autorités astreintes à la réserve.

Nous prendre nous-mêmes en charge

Le vendredi 15 juillet lors de son arrivée à Goma au Nord-Kivu, l'une des provinces meurtries, le président du Sénat congolais, Modeste Bahati Lukwebo s'en est pris à la communauté internationale pour avoir, il y a quelques jours, voté contre la levée de l'embargo infligé à la RDC sur l'acquisition des armes.

" *La communauté internationale nous a déçu dernièrement lors du Conseil de sécurité, lorsqu'on n'a pas voulu lever l'embargo sur l'acquisition des armes par la République démocratique du Congo. Je pense que tout est clair, le complot est total, voilà pourquoi nous devons nous assumer* ", a-t-il tempêté.

Ce dernier s'en est également pris à la Monusco. Bahati Lukwebo a martelé que la seule solution maintenant pour que la RDC et en particulier sa partie Est recouvre la paix, est de " *s'assumer en tant que peuple* ".

" *Nous nous posons même la question de savoir si ça vaut la peine de continuer à garder la MONUSCO sur notre territoire. 20.000 personnes (soldats, ndlr) qui sont là depuis plus de 22 ans mais on n'a pas la paix. Je pense qu'il est temps pour que nous-mêmes, nous puissions nous assumer. La plus grande arme c'est notre détermination, la détermination de la population* ", a-t-il insisté.

L'on rappelle que le 30 juin dernier, le Conseil de sécurité des Nations-Unies a prolongé d'un an supplémentaire le régime de sanctions imposé à la RDC sur l'acquisition de l'armement. Une résolution portée par la France est soutenue par certains autres membres du Conseil ayant le droit de vote. A part le Gabon, le Kenya, le Ghana (pays africains) qui n'étaient d'accord car cette résolution viole la souveraineté de la RDC. Pour se faire bonne conscience, la Russie et la Chine s'étaient abstenues alors qu'elles pouvaient opposer leur droit de vote pour que cette résolution ne passe pas.

Tous ces faits et gestes, posés par des pays qui se disent amis, doivent nous pousser à nous prendre effectivement nous-mêmes en charge.

Félix Tshisekedi a pris part à la 4ème réunion de coordination semestrielle de l'UA à Lusaka

Le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo a pris part, le dimanche 17 juillet à Lusaka en Zambie, à la 4ème réunion de coordination semestrielle de l'Union africaine (UA).

Plusieurs dirigeants africains étaient présents à ces assises tenues au centre de conférences Kenneth Kaunda Wing à Lusaka parmi lesquels, outre le président hôte, le zambien Hakainde Hichilema, onze autres chefs d'Etat, selon Apanews, citant le ministre zambien des Affaires étrangères, Stanley Kakubo.

Parmi les participants, figurent les quatre chefs d'Etat et de gouvernement qui forment le Bureau de l'Assemblée de l'UA et les huit chefs d'Etat qui président les huit Communautés économiques régionales (CER) reconnues par l'UA.

L'on souligne que le Bureau de l'UA est composé de représentants des cinq régions africaines : Afrique centrale, Afrique de l'Est, Afrique du Nord, Afrique de l'Ouest et Afrique australe.

Les huit CER sont l'Union du Maghreb arabe, le Marché commun d'Afrique orientale et australe, la Communauté des Etats sahélo-sahariens, la Communauté d'Afrique de l'Est, la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest, l'Autorité intergouvernementale pour le développement et la Communauté de développement d'Afrique australe.

D'après le chef de la diplomatie zambienne, sur les cinq régions formant le Bureau de l'UA, seule l'Afrique de l'Est

ne sera pas représentée à la réunion, en raison de la poursuite des consultations internes sur le leadership.

La réunion de coordination a été conceptualisée en 2017 comme le principal forum permettant à l'UA et à ses CER d'aligner leurs travaux et de coordonner la mise en œuvre du programme d'intégration continentale. Elle a remplacé les précédents sommets de mi-année qui se tenaient généralement vers juin/juillet et impliquaient les dirigeants des 55 États membres de l'organisation continentale.

La réunion de cette année a reçu des rapports des présidents des différentes Communautés économiques régionales (CER) sur l'état de l'intégration régionale et a examiné les résultats des négociations en cours entre l'UA, les CER et les Etats membres sur les domaines d'intégration déjà convenus.

Au cours de session, il a été également question de discuter sur le lancement de l'échange interrégional de connaissances (I-RECKE) sur l'alerte précoce et la prévention des conflits. Précisons que l'I-RECKE est une communauté institutionnelle de pratique pour l'apprentissage intracontinental et inter-régional en vue de construire la paix. Il s'agit d'un mécanisme panafricain pour développer, capturer et documenter les connaissances et également partager les leçons apprises et les expériences sur la gouvernance et la prévention des conflits sur le continent.

Parmi les autres points qui figuraient à l'ordre du jour, l'impact de la crise ukrainienne sur l'Afrique, à la lu-

mière de la hausse vertigineuse des prix du gaz naturel, du blé et des engrais, ainsi que la réponse du continent à la Covid-19.

Au conseil exécutif de l'UA à Lusaka : la RDC représentée par Lutundula

Avant la réunion des Chefs d'Etat, le Conseil exécutif de l'Union africaine s'est réuni à Lusaka du 14 au 15 juillet dans le cadre de sa 41ème session ordinaire. Les ministres des Affaires étrangères ont préparé le sommet des chefs d'Etats et des gouvernements de l'organisation panafricaine. La RDC y a pris part par son Vice-Premier ministre, ministre des Affaires étrangères, Christophe Lutundula Apala pen'Apala.

Signalons que les ministres des Affaires étrangères ont travaillé sur plusieurs points dont le rapport sur l'état de l'intégration régionale en Afrique, l'examen du rapport de la Conférence des Etats parties de l'Agence africaine des médicaments (AMA) sur l'accueil du siège de l'AMA, l'examen du rapport sur l'opérationnalisation des phases I et II du CDC Afrique, etc. Il a également été examiné le rapport sur la viabilité financière d'Africa CDC, y compris la création du Fonds africain contre les épidémies (AfEF). Les ministres ont planché également sur le rapport sur la mise en place du sommet sur la transformation numérique en Afrique (ADTS) ainsi que l'examen du projet de Plan stratégique de l'UA pour la promotion et la protection des droits de l'homme et des peuples en Afrique (2022-2031).

DMK